

SEMAINE DU 18 AU 24 MAI 2006

**Politis,**  
**P**

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr



#### CLEARSTREAM

Entretien  
avec le politologue  
Dominique  
Rousseau

#### DOSSIER

Palestine,  
le double langage  
des Occidentaux

#### IDÉES

L'avenir des ONG  
Entretien avec Henri  
Rouillé d'Orfeuil

Rony Brauman  
« pense  
l'humanitaire »

#### FORUM SOCIAL

Annick Coupé tire  
le bilan d'Athènes

M 03461-0902 3,00 E



n° 902

3 €

# Politis,

MAI 2005-MAI 2007

## Le retour du « non »

L'appel lancé à une candidature antilibérale pour 2007  
suffira-t-il à relancer les espoirs nés au lendemain  
du succès du « non » de gauche au référendum européen?









2007

# Le retour du « non » de gauche

Un appel signé par des formations politiques, dont le PCF, et des personnalités opposées au projet de Constitution européenne relance la perspective d'un rassemblement antilibéral porté par des candidatures communes. De quoi modifier le rapport de force à gauche.

Est-ce l'impossible qui prend forme ? Un nouvel appel « pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes » en 2007 fait renaître l'espoir d'un prolongement politique à la victoire du « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen. Lancé à la veille des assises nationales des collectifs du 29 mai, ce texte a été bien accueilli par les 355 délégués venus adopter une Charte antilibérale appelée à constituer le « socle commun », selon l'expression de Claude Debons, d'un possible programme électoral de ce rassemblement. Diffusé à grande vitesse par courriels sur les listes de diffusion de multiples réseaux politiques et sociaux, cet appel a été lancé par une cinquantaine de personnalités et, fait nouveau, cinq organisations politiques, dont le PCF.

Fin novembre, un premier « appel pour des candidatures unitaires en 2007 et 2008 » avait déjà lancé le débat. Suscitant ici et là des réunions et regroupements, le nombre de ses signataires n'a pas cessé d'augmenter – ils étaient plus de 5 400 la semaine dernière –, dissuadant la LCR et, dans une moindre mesure, le PCF de se lancer prématurément dans une campagne présidentielle autonome (*Politis*, n° 892). L'appel que nous publions intégralement ci-contre va plus loin. Il propose la « création d'un collectif national d'initiative » et de collectifs locaux, constitués sur le modèle des collectifs unitaires à l'origine de la dynamique de la campagne du « non » de gauche au traité constitutionnel. Mais sans les absorber. Les assises ont opté pour une complémentarité de la démarche des « collectifs du 29 mai » et des « collectifs d'initiative » à finalité électorale. Yves Salesse a évoqué à ce propos la nécessité de mener « un travail de conviction plutôt que d'éviction », ce qui serait le cas si les syndicats (Solidaires) et certaines associations (Attac), membres des collectifs du 29 mai, étaient forcés à les quitter à la suite de leur transformation en regroupement électoral. Ce nouvel appel ne se contente plus seulement d'appeler à des candidatures unitaires sur un contenu défini par l'antilibéralisme. Il y ajoute un objectif : « Une majorité et un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple » ; la volonté de se



Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon et José Bové lors d'une réunion commune du « non » au TCE en mai 2005.

battre « pour gagner », ce qui suppose de « bouleverser le rapport de force à gauche » afin que le choix d'une « rupture avec le cadre libéral » y soit « majoritaire ». Il explicite aussi la démarche jusque-là elliptique de ces candidatures, tant sur les moyens de mener la campagne que sur les contours des « collectifs d'initiative » en vue « d'échapper à la dérive présidentielle encouragée par les institutions ». Surtout, il clarifie la question d'un second tour éventuel à la présidentielle en prenant position pour un désistement – « Nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême droite » –, et affirme tout aussi clairement le refus de participer « à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme ». L'autre nouveauté de cet appel réside dans la nature de ses signataires et l'arc des

forces politiques qu'ils représentent. Six organisations, le Collectif pour l'écodéveloppement et cinq formations politiques l'ont signé, bien qu'aucune d'entre elles ne puisse prétendre être à l'initiative du texte : les Alternatifs, Convergence citoyenne, la Gauche républicaine, le Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (Mars) et le PCF. L'engagement de ce dernier constitue en soi un événement. La signature du PCF, débattue au sein du comité exécutif national, le 9 mai, où elle a été approuvée à une très large majorité (38 pour, 6 contre et une abstention) est un feu vert à destination des militants communistes « invités à s'investir dans cette démarche en participant aux collectifs ». Une cinquantaine de personnalités, connues

pour avoir mené la campagne du « non », figurent parmi les premiers signataires. Outre des responsables des organisations politiques déjà citées, on y trouve le chercheur altermondialiste Raoul Marc Jennar, les économistes Jean-Paul Hébert et Michel Husson, le politologue René Mouriaux, le philosophe Michel Onfray, le président de la Fondation Copernic, Yves Salesse, le médecin et éditeur Patrick Silberstein, ou les sociologues Pierre Cours-Salies et Jean-Pierre Terrail. Mais aussi des syndicalistes comme José Bové ou Christophe Aguiton, des militants associatifs engagés dans les combats antiraciste, féministe ou en faveur des chômeurs. L'éventail politique comprend encore l'adjointe au maire de Paris, Clémentine Autain, trois Verts – Francine Bavay, Michel Bourgain, Benoist Magnat –, et des proches de Jean-Luc Mélenchon, membres de Pour la République sociale (PRS). Dans un communiqué, son vice-président, René Revol, par ailleurs membre du PS, Charlotte Girard et David Gipoulou expliquent vouloir « aider à l'union de la gauche des ruptures », union qui « prendra place dans le cadre d'une large union des gauches sans exclusive », conformément à la stratégie arrêtée lors de la convention nationale de PRS, début avril. Enfin, quatre membres minoritaires du bureau politique de la LCR, Alain Faradji, Céline Malaisé, Christian Picquet et Francis Sitel, ont paraphé l'appel. Divisée lors de son congrès, en janvier, sur l'opportunité de s'associer à une démarche unitaire antilibérale aux prochaines élections, la LCR avait prudemment reporté le choix de sa stratégie électorale à une conférence nationale prévue les 24 et 25 juin, en espérant qu'aucune perspective unitaire crédible ne verrait le jour d'ici là. Début mai, comme les autres composantes politiques de la campagne du « non », elle a été sollicitée pour donner son avis au projet d'appel et éventuellement y apporter des amendements. Par 11 voix contre 7, son bureau politique a refusé de s'associer à cette initiative. Ce week-end, Olivier Besancenot, pressé de s'expliquer lors des assises des collectifs du 29 mai, a raillé les « rois des appels unitaires » et regretté que l'appel ne mentionne pas explicitement le refus de s'allier au PS. Une position jusqu'au-boutiste mal comprise.

Ce refus de la LCR pourrait compromettre la réussite du regroupement en cours. « Il n'y aura de réelle dynamique que si le rassemblement inclut tout le monde », avertit Claude Debons. « Si des forces significatives restent à l'écart, on n'aura pas le même élan. » Dans l'attente de sa conférence nationale, la LCR, qui réunit sa direction nationale ce week-end, pourrait assouplir sa position en demandant un statut d'observateur au sein du « comité national de liaison ».

Avant de parvenir à rassembler la gauche antilibérale, ce comité devra encore lever d'autres obstacles. Si la Charte adoptée samedi constitue une bonne base de départ, reconnue par tous, LCR comprise, le programme électoral du rassemblement envisagé reste à écrire. Ensuite, quel nom figurera sur le bulletin de vote ? Le PC défend la candidature de Marie-George Buffet. Nombreux sont ceux qui pensent que le candidat au centre de gravité du rassemblement ne saurait être le dirigeant d'un des partis qui le compose. Lever les préalables de personnes imposera de tout remettre à plat. Le moment n'est pas encore venu.

MICHEL SOUDAIS

Ce nouvel appel ne se contente plus seulement d'appeler à des candidatures unitaires sur un contenu défini par l'antilibéralisme. Il y ajoute un objectif : « Une majorité et un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple ».

## APPEL

## Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes : il y a urgence !

Pour que ça change vraiment, l'heure est venue de passer aux actes : nous proposons la création d'un collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes. En moins d'un an, à plusieurs reprises, la société française s'est insurgée contre le libéralisme, destructeur de vies et d'avenir. Le 29 mai 2005, une majorité a sanctionné les choix libéraux des élites européennes. À l'automne, la jeunesse de nombreux quartiers populaires, confrontée au chômage, à l'exclusion et aux discriminations, a manifesté sa révolte. En mars et en avril de cette année, c'est par millions que jeunes et salariés se sont soulevés contre la précarité et la destruction du code du travail. Depuis, le refus de la loi sur « l'immigration jetable » s'étend. Ces séismes à répétition et les luttes appellent une réponse politique à la hauteur. Elle ne peut pas être le « réformisme de gauche » accompagnant la mondialisation capitaliste que propose la direction du Parti socialiste. Elle ne peut pas être la réédition de ces alternances sans changement profond qui se terminent inmanquablement par des désastres, comme le 21 avril 2002. Notre pays a besoin d'une rupture avec le cadre libéral, et non d'un aménagement de celui-ci. Ce choix, qui doit être traduit en propositions précises, correspond à l'attente de millions de femmes et d'hommes de notre pays. Il a vocation à être majoritaire au sein de la gauche, à y battre les politiques d'adaptation et de renoncement, ouvrant ainsi la voie à un changement politique et social profond. Le discours dominant prétend fixer le cadre des prochaines échéances électorales en les réduisant à la rivalité des deux partis institutionnellement dominants. Tout juste s'inquiète-t-on de la capacité de l'extrême droite à troubler le jeu et s'interroge-t-on, en marge, sur qui décrochera le prix du meilleur second rôle à gauche du PS au terme d'une dérisoire compétition dans la dispersion.

### Mais l'Histoire n'est pas écrite

Nous étions ensemble contre les offensives de la droite et du patronat, refusant de nous incliner devant l'inéluctabilité du modèle libéral que l'on cherche à imposer à tous les pays d'Europe. Dans nos partis, syndicats, associations, dans le cadre des collectifs unitaires du 29 mai ou d'autres initiatives visant à l'unité, nous avons poursuivi notre démarche. Nous affirmons que seule une union de toutes les énergies antilibérales autour d'un projet commun, seules des candidatures communes antilibérales de gauche aux élections présidentielle et législatives peuvent ouvrir la voie à une authentique alternative : sociale, écologique, antidiscriminations, démocratique. Faute de quoi, l'exaspération et la détresse populaires risquent de se traduire en abstention et de profiter à la droite extrême ou à l'extrême droite. Les obstacles à l'unité peuvent être levés si la volonté politique prévaut. Nous nous battons pour gagner. Nous voulons en finir avec le pouvoir de la droite, en finir durablement avec une politique dont le pays fait les frais depuis trop longtemps. C'est pourquoi nous avons l'ambition de changer en profondeur la donne politique, de bouleverser le rapport de force à gauche. Nous voulons construire une forte dynamique populaire et citoyenne, œuvrer ainsi à l'essor des mobilisations sociales, avec l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple. Une

politique en rupture avec le libéralisme, opérant des choix respectueux du futur de la planète et des humains qui y vivent. Nous le croyons possible. Si nous n'accédons pas au second tour de la présidentielle, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême droite. Mais nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme. Des propositions convergentes existent sur nombre de questions essentielles. Elles fournissent déjà un fondement solide à notre rassemblement. Notre campagne commune aux élections présidentielle et législatives devra s'inspirer de celle menée pour le rejet du traité constitutionnel européen. C'est la même dynamique unitaire que nous devons donner à voir dans les entreprises, les quartiers, les meetings, les médias. Cette campagne devra être portée par les différentes sensibilités engagées dans le processus et ensemble, partout, par les milliers de citoyens qui s'y retrouveront. Un tel cadre collectif permettra d'échapper à la dérive présidentielle encouragée par les institutions et de désigner celle ou celui qui symbolisera le mieux notre unité à l'élection présidentielle. Le temps est venu de concrétiser. Nous proposons la création d'un collectif national d'initiative permettant de discuter de toutes les questions auxquelles ce rassemblement devra répondre, de lever les derniers obstacles et de concrétiser cette campagne. Nous convions toutes les forces, courants, sensibilités de la gauche antilibérale, féministe, écologiste, citoyenne à être partie prenante de ce collectif qui ne sera pas un cartel figé et restera ouvert. Nous invitons toutes celles et ceux qui partagent notre objectif à créer partout de tels collectifs d'initiative, unitaires et populaires. Il nous appartient de délivrer ensemble un message d'espoir. Le temps presse. Le défi doit être relevé.

Le 10 mai 2006

Signataires de l'appel : Étienne Adam, Christophe Aguiton, Tony Andréani (professeur émérite de sciences politiques), Mouloud Aounit, Patrick Appéré, Clémentine Autain (féministe, élue de Paris), Francine Bavay (élue régionale, les Verts), Tarek Ben Hiba, Hamida Ben Sadia, Jean-Jacques Boissaroussie, José Bové, Michel Bourgain (maire, les Verts), Patrick Braouezec, Marylène Cahouet, Éric Coquerel, France Coumian, Pierre Cours-Salies, Claude Debons, Monique Dental (militante féministe), Hayat Dhalfa, Bernard Dedebean (syndicaliste), Michel Dupont, Frédéric Dutoit, Alain Faradji (membre du bureau politique de la LCR), Jacqueline Fraysse, Bertrand Geay, David Gipoulou (membre de « Pour la République sociale » [PRS]), Charlotte Girard (membre du bureau national de PRS), Bernard Guibert (membre des Verts), Jean-Paul Hebert (économiste, EHES), Michel Husson (économiste), Raoul Marc Jennar, Jacques Lerichome (syndicaliste), Bernard Loche, Céline Malaisé (membre du bureau politique de la LCR), Roger Martelli, Henri Mermé, Roland Merieux, Benoist Magnat (membre des Verts), Claude Michel (syndicaliste), René Mouriaux (politologue), Michel Naudy, Michel Onfray (philosophe), Christian Picquet (membre du bureau politique de la LCR), René Revol (vice-président de PRS), Yves Salesse, Patrick Silberstein (médecin, éditeur), François Simon, Francis Sitel (membre du bureau politique de la LCR), Jean-Pierre Terrail (sociologue), Philippe Villechalanne (militant d'association de chômeurs), Claire Villiers (élue régionale, Alternative citoyenne), Pierre Zarka, Malika Zédiri. Et les Alternatifs, Collectif pour l'écodéveloppement, Convergence citoyenne, Gauche républicaine, MARS, Parti communiste français.



# Un clivage encore vif

FORUM. La fracture du 29 mai n'a pas tout à fait disparu au sein de la gauche.

LES RETROUVAILLES ONT ÉTÉ DISCRÈTES. À quelques jours du premier anniversaire du référendum sur le traité constitutionnel européen, les dix formations de gauche (1) qui avaient tenu un sommet unitaire, le 8 février, ont publiquement débattu de leurs propositions sur l'Europe, la mondialisation et les rapports Nord-Sud. Un sujet sensible. Sans doute même le moins propice au rassemblement recherché par le PS, tant le clivage a été vif lors de la campagne référendaire. Est-ce pour éloigner le spectre de cette querelle de famille ? Ou pour pacifier les débats ? C'est à Tours, ville témoin d'une plus ancienne division de la gauche, que ce forum était organisé. Précédée d'aucune publicité, cette réunion s'y est tenue dans une modeste salle du centre des congrès, en présence de 200 personnes, essentiellement des militants. À la tribune, les chefs de parti, qui avaient animé le premier forum consacré à l'emploi, le 27 avril, à Paris, avaient été remplacés par des « spécialistes ». Deux petites formations, Alternative citoyenne et la Gauche républicaine étaient absentes, et les médias, nombreux à Paris, ne s'étaient pas plus déplacés.

La confidentialité relative de cette confrontation a permis des échanges studieux quoique animés. Chacun des intervenants s'est attaché à dépasser le clivage fratricide du 29 mai, plusieurs d'entre eux pointant même un commun « refus de la résignation ». En témoignent plusieurs souhaits partagés : doter la mondialisation de « règles », modifier le statut de la Banque centrale européenne, adopter des directives progressistes sur les services publics ou la fiscalité, développer des projets européens, augmenter l'aide au développement, lier la question de l'immigration à une politique d'aide aux pays d'émigration...

« Nous plaçons la construction d'une Europe plus démocratique, d'un ordre international plus juste, au cœur de nos projets et de ce que doit être la politique de la gauche en vue de 2007 », a résumé Harlem Désir. Mais quand le secrétaire national à la mondialisation du PS propose de relancer les services publics en les protégeant des règles de concurrence ou d'harmoniser la fiscalité dans l'UE, il se fait reprendre par son collègue communiste au Parlement européen : « Aller dans le sens que tu dis suppose de mettre en cause les règles de fonctionnement de l'UE, notamment le marché unique, qui n'est pas une option mais une obligation juridique. Ce n'est pas la position du PSE, ni celle de la Commission » où le PSE a des représentants, a rappelé Francis Wurtz. « Si on ne dit pas avec quoi il faut rompre, on ne fera pas l'Europe sociale », a-t-il conclu.

M. S.

(1) Le PRG, le PS, les Verts, le PCF, le MRC, les Alternatifs, Régions et peuples solidaires, Alternative citoyenne, le Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS), Convergence républicaine.

## ENTRETIEN

# « L'urgence d'une vraie République »

AFFAIRE CLEARSTREAM. Dominique Rousseau, professeur de droit public, plaide pour des solutions institutionnelles qui organisent pour le peuple l'exercice et le contrôle du pouvoir.



Que révèle l'affaire Clearstream sur le plan des institutions ? Dominique Rousseau : L'incapacité des institutions à assurer la responsabilité des gouvernants. Dans n'importe quel pays européen, le gouvernement aurait déjà été renversé ou aurait démissionné de lui-même. Ces institutions sont devenues complètement

« autistes » ; elles favorisent et protègent le repliement de la classe politique sur elle-même et contribuent par conséquent à couper les dirigeants politiques de l'ensemble du pays. On savait ces institutions malades, on savait que les institutions de la V<sup>e</sup> République fatiguaient la démocratie, on sait aujourd'hui que la démocratie ne peut revivre qu'en se débarassant d'elles. Après la promulgation-suspension du CPE, après, il ne faut pas l'oublier, l'état d'urgence, après le référendum du 29 mai 2005, après les élections régionales et européennes de 2004, cette nouvelle affaire signe la fin de la V<sup>e</sup> République. Il est temps de refonder les institutions.

Est-ce une crise institutionnelle ou une crise de régime ? C'est d'abord une crise sociale qui s'enroule sur une crise politique, se prolonge par une crise de confiance, pour ne pas dire une crise « morale », et se répercute dans les institutions ; et c'est cette convergence de crises dans des sphères différentes, le social, l'économie, le politique, les institutions, qui contribue à ce que, globalement, ça devienne une crise de régime. Dans cette crise, il ne faut pas négliger la dimension institutionnelle. Bien entendu, les institutions ne sont pas la cause de tous les maux politiques actuels ; mais elles y ont leur part parce que, telles qu'elles sont organisées aujourd'hui, elles coupent les dirigeants du pays, elles interdisent aux citoyens d'influencer le contenu des politiques publiques, que ce soit par les urnes ou par la rue. Crise de régime, car les institutions ne jouent plus leur rôle de canaux de communication entre le pouvoir politique et l'espace public.

La justice est de nouveau mise en cause avec le rôle qu'aurait pu jouer le juge Van Ruymbeke... Pour l'instant, il est trop tôt pour dire quel a été le rôle de Van Ruymbeke dans cette affaire.

Vous ne partagez pas le point de vue exposé dans « Libération » (12 mai) par le sociologue Emmanuel Todd, pour qui l'affaire Clearstream est une « affaire mineure » tout juste symptomatique d'une classe dirigeante qui « perd le contact avec son pays » et se réfugie dans le narcissisme ? Si le fait que la classe dirigeante perde le contact avec

son pays est une « affaire mineure », je ne vois pas ce que serait une crise majeure. Dans une démocratie, la crise majeure c'est précisément cela ! C'est bien ce qui fait la profondeur de la crise actuelle et autorise à parler d'une crise de régime. La classe politique tourne sur elle-même, encouragée par les institutions qui ne permettent pas au peuple de rappeler à l'ordre ses dirigeants. Le peuple peut bien voter non au référendum sur la constitution libérale de l'Europe ou descendre dans la rue pour refuser les politiques de précarité, les institutions ne lui permettent pas d'avoir une prise sur les dirigeants, de contrôler et de sanctionner ses représentants qui utilisent les institutions comme une forteresse pour se protéger contre l'avancée des citoyens. La démocratie est prîée de s'arrêter aux portes de la V<sup>e</sup> République ! C'est une crise grave, et la réponse n'est pas dans une VI<sup>e</sup>, une VII<sup>e</sup> ou une VIII<sup>e</sup> République. La question constitutionnelle est celle de la fondation d'une première vraie République, démocratique et sociale. Pour l'instant, notre pays a connu, sous des dénominations différentes, des constitutions républicaines libérales, organisant pour la classe politique l'exercice du pouvoir. Il s'agit maintenant d'imaginer des institutions qui organisent pour le peuple, pour les citoyens, l'exercice et le contrôle du pouvoir. L'urgence est là. Il ne s'agit pas de faire un rafi-tolage supplémentaire.

La gauche a-t-elle des réponses à cette crise de régime ? Pour l'instant, je constate, comme tout le monde, qu'existent seulement des projets d'aménagement et d'ajustement des institutions de la V<sup>e</sup> République : est-ce qu'on enlève des pouvoirs au président de la République pour les remettre au Premier ministre ? Est-ce qu'on modifie l'article 49.3 ? Est-ce qu'on introduit un peu de représentation proportionnelle, beaucoup, pas beaucoup ? Il n'y a pas de rupture radicale. C'est



Dans un autre pays européen, le gouvernement aurait démissionné.

## Déstabilisation politique

Ce ne sera pas le premier magistrat à être l'objet d'une tentative de déstabilisation. Naguère, le juge Éric Halphen en a été victime dans l'affaire des HLM de Paris. Aujourd'hui, une cible de choix est visée par le gouvernement : Renaud Van Ruymbeke, qui, avant de rejoindre la cour d'appel de Paris, a été l'un des piliers, avec Éva Joly et quelques autres magistrats, du pôle financier du tribunal de grande instance de Paris, au cœur des affaires politico-financières, dont l'affaire Elf. Au début des années 1990, le juge d'instruction instruisit notamment les affaires du financement occulte du parti socialiste et du parti républicain. Il est l'un des signataires très actifs de l'appel de Genève à la fin des années 1990, avec plus de 200 magistrats européens, pour dénoncer l'impunité dont jouissent les trafiquants internationaux et l'impuissance de la justice face à la criminalité organisée, surtout la délinquance financière. Mais, dans le cadre de l'affaire Clearstream, le ministre de la Justice, Pascal Clément, espère trouver une faille dans l'instruction menée par Renaud Van Ruymbeke, en saisissant l'Inspection générale des services judiciaires sur des soupçons d'atteinte à la « déontologie ». Le Syndicat de la magistrature y voit une « tentative de déstabilisation » et une « logique de règlement de comptes ». L'occasion est cependant trop belle de perturber l'instruction de cette affaire dont il faut rappeler qu'elle porte sur les investigations dans la vente des frégates de Thomson (aujourd'hui Thales) à Taïwan.

THIERRY BRUN

un bricolage de plus. Après ceux qui, depuis une quinzaine d'années, ont modifié le paysage constitutionnel (quinquennat, session unique, décentralisation, etc.). Mais tous ces changements, y compris ceux proposés par la gauche aujourd'hui, restent dans le même cadre conceptuel politique. Or, c'est ce cadre qu'il faut changer si le projet est bien de fonder une « Première République », démocratique et sociale, si le projet est bien de donner au caractère social de la République ses institutions. Par exemple, à côté de l'Assemblée nationale, qui représente les citoyens pris un par un, imaginer une assemblée qui représenterait la dimension sociale et collective. Par exemple, permettre aux citoyens de participer directement à l'élaboration de la loi. Aujourd'hui, un projet de loi doit obligatoirement passer devant le Conseil d'État, qui apprécie sa correction juridique et son opportunité ; il doit aussi passer, parfois, devant le Conseil économique et social. Les seuls qui n'ont pas leur mot à dire sont les citoyens invités à regarder passivement le jeu de la représentation. Pourquoi ne pas inventer la possibilité pour les citoyens d'intervenir directement au moment de l'élaboration de la loi en posant dans la constitution l'obligation de faire discuter par les citoyens, dans des assemblées de circonscription, tous les projets de loi ou, à tout le moins, ceux qui mettent en cause les droits fondamentaux ? Une réforme de gauche des institutions ne devrait donc pas être un énième aménagement du cadre actuel, mais un changement de ce cadre fondé sur deux idées : faire intervenir les citoyens dans l'élaboration de la loi et donner aux droits sociaux une institution propre qui permette de les défendre, de les protéger et de les mettre en œuvre. Car il ne servirait à rien d'ajouter à la liste actuelle d'autres droits sociaux si aucune institution n'était pensée pour les faire vivre.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL SOUDAIS

## À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

# Coopérer ou se soumettre



GÉRARD DUMÉNIL, Directeur de recherche au CNRS

Deux traités, portant sur les échanges et les investissements internationaux en Amérique latine, sont sous les feux de l'actualité. L'un vient d'être signé, l'autre l'a été fin 2004, mais les négociations se poursuivent maintenant. D'une part, la Bolivie, Cuba et le Venezuela viennent de signer un double texte, dit « Accord pour l'application de l'alternative bolivarienne des peuples de notre Amérique » (Alba) et « Traité de commerce des peuples » (TCP). Le jeu de miroir est évident. Alba renvoie l'image de la zone continentale de libre-échange que les États-Unis voudraient établir en Amérique, l'Alca en espagnol (en français, la ZLEA, Zone de libre-échange des Amériques). D'autre part, le Président uruguayen, Tabaré Vázquez, élu sur un programme de gauche, vient de se rendre à Washington pour discuter avec son collègue George W. Bush des négociations faisant suite au traité de fin 2004 (si vous l'ignorez, l'Uruguay a trois millions d'habitants environ contre 300 millions aux États-Unis). L'intitulé est tout aussi bavard : « Traité entre la République orientale de l'Uruguay et les États-Unis d'Amérique, relatif à la promotion et la protection réciproque des investissements ». Classique, et emblématique de bien d'autres accords similaires.

Pour évoquer les contenus, il est donc plus facile de commencer par ce second traité traditionnel. Il s'agit de garantir les droits des investisseurs, essentiellement les investissements « directs » des sociétés transnationales. Ce traité assure donc les droits des transnationales étasuniennes en Uruguay, et, réciproquement, des « transnationales uruguayennes » aux États-Unis, dont on imagine aisément l'importance. Que signifie « protection » dans ce contexte ? D'abord, pas d'expropriation, sauf dans des cas vraiment graves, mais alors avec indemnisation au prix du marché (boursier). Puis aucune limitation aux transferts de profits, quelle qu'en soit la forme (par exemple, les dividendes). Enfin, la nomination des

responsables est l'affaire des propriétaires et pas celle des États d'accueil. Suivent quelques règles de bonne conduite concernant l'environnement. Et, surtout, de très longs développements sont consacrés aux règlements des différends.

Le ton change radicalement avec le traité Bolivie-Cuba-Venezuela. Il s'agit d'un processus d'intégration jouant sur les complémentarités. La colonne vertébrale en est l'établissement au plan binational d'entreprises publiques, de collaborations public-privé, de coopératives et de projets administratifs. Mais les échanges commerciaux, en général, sont aussi en jeu. Le dispositif inclut le crédit réciproque et des mécanismes commerciaux de compensation : importations contre exportations. L'égalité de développement entre les contractants n'est pas fictivement supposée. Cuba et le Venezuela reconnaissent les besoins particuliers de la Bolivie. Cuba apportera son assistance à ce pays avant tout en matière de soins. On attend

évidemment l'action du Venezuela en matière énergétique. Enfin, la Bolivie, à son tour, fournira aux deux autres pays un ensemble de biens dont ils ont besoin. De manière intéressante, Cuba et le Venezuela s'engagent à acheter à la Bolivie des produits qui deviendraient invendables du fait de l'existence de traités de libre-échange conclus par les gouvernements des États-Unis et d'Europe avec d'autres pays producteurs. La finalité est évidente : il s'agit de préserver la Bolivie de la tentation d'entrer dans des accords de libre-échange pour ne pas rester sans débouchés. Une mention particulière est faite à l'appui de Cuba et du Venezuela visant à la remise de la dette extérieure de la Bolivie.

Qui sait ce qu'il adviendra d'un dispositif fondé sur d'aussi bonnes intentions, et où l'initiative des gouvernements doit faire la preuve de son efficacité ? Le contraste est si flagrant entre le traité liant les trois pays et les traités de libre-échange qu'on en vient à rêver à une

reconfiguration des échanges mondiaux fondée sur la collaboration délibérée. Car les deux branches de l'alternative sont bien là : organiser la coopération, en commençant en marge de ce monde où règne la domination des plus forts, ou aller de l'avant dans la dynamique globale infernale où les travailleurs du monde entier, mis en concurrence, se soumettent à la logique de l'effondrement du salaire et de la protection sociale.

Le contraste entre le traité Bolivie-Cuba-Venezuela et les traités de libre-échange fait rêver à des échanges mondiaux fondés sur la collaboration délibérée.



# « La dernière écurie d'Augias de Mitterrand »

**RWANDA.** Dans le procès fait à l'armée française pour complicité de génocide, le parquet multiplie les obstructions, explique l'avocat Antoine Comte, qui représente six citoyens rwandais.

Six citoyens rwandais ont porté plainte contre X pour complicité de génocide au Tribunal des armées de Paris, il y a plus d'un an. Vous dénoncez, avec les autres parties civiles, parmi lesquelles la Ligue des droits de l'homme et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, l'obstruction du parquet...

**Antoine Comte** : Il s'agit d'obstructions répétées, systématiques, avec cette impression qu'on ne veut absolument pas que cette information judiciaire avance. Reprenons la chronique : la plainte est reçue par le doyen des juges d'instruction le 25 février 2005, mais le parquet ne bouge pas. Alors qu'il lui faut habituellement deux mois pour faire des réquisitions d'ouverture d'information, afin qu'un juge d'instruction soit désigné, il attend le mois de juillet. Et encore, non pas pour ouvrir l'information, mais pour faire des réquisitions préalables, car il estime la plainte insuffisamment motivée. Il demande donc que les parties civiles soient entendues par le juge, pour qu'elles justifient d'un pré-judice direct et personnel – ce qui est un peu indécent quand il s'agit de génocide. Mais les parties civiles, faute de moyens, ne peuvent venir en France. Nous en informons le juge et attendons encore trois mois pour que le parquet se décide à demander au juge d'instruction, Brigitte Raynaud, de se rendre au Rwanda. Elle revient fin novembre, et, le 23 décembre, enfin, une information judiciaire est ouverte. Il aura fallu dix mois. Mais ce n'est pas tout : le parquet a maintenant fait une requête demandant la nullité de ce déplacement du juge à Kigali, qu'il lui a pourtant lui-même expressément demandé.

À quoi sert au parquet – qui reçoit des instructions du gouvernement – de gagner du temps ?

Je crois qu'il s'agit d'une fuite éperdue pour empêcher que l'information se déroule, en escomptant que les parties civiles se fatiguent, que les témoins disparaissent ou n'apparaissent pas. Certains disent que, pendant ce temps, le ministère de la Défense fait disparaître les preuves éventuelles. Car, évidemment, c'est une très grande machine administrative, et il existe beaucoup de documents sur une opération militaire. Nous n'avons bien sûr pas d'information directe, précise et incontestable sur cela. Mais tout est concevable.

Finalement, seules deux plaintes sur six ont été acceptées... Cela fait aussi partie des obstacles. Quand le parquet a enfin ouvert l'information, il a rejeté quatre plaintes en arguant que les plaignants ne démontrent pas que les troupes françaises leur ont causé un préjudice direct et personnel. D'abord, au stade de l'instruction, on n'a pas besoin de démontrer de préjudice, il suffit qu'il soit possible. Il appartient généralement au juge d'instruction, à la fin de son instruction, de dire s'il existe ou pas. Deuxièmement, nous sommes dans le crime des crimes, et ce type de demande n'a été fait, que je sache, pour aucun autre génocide. Le mandat donné par les Nations unies aux Français était clair : arrêter les massacres. Or, sur deux régions où nous avons des plaignants, nous avons la preuve qu'il y a un laisser-faire des forces françaises.

Prenons l'exemple qui concerne deux de ces plaignants, celui de Bisesero : une avant-garde française arrive le

27 juin 1994 sur cette colline où survivent encore 3 000 des 50 000 Tutsi qui s'y sont réfugiés depuis avril. Ils se font attaquer tous les jours, mais les Français prennent leurs ordres par radio et font demi-tour. En leur absence, les attaques redoublent et, quand ils reviennent, trois jours plus tard, un millier de personnes ont encore été assassinées. La question est de savoir ce qu'est, en termes de droit international, cette espèce d'abstention des Français. La jurisprudence des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda explique que, quand on est dans une position d'autorité suffisante pour empêcher un massacre et qu'on ne le fait pas, on est complice d'un génocide. Il est probable que la simple présence des troupes françaises aurait suffi à limiter les massacres. On a le même problème dans le camp de réfugiés tutsi de Murambi. Les milices hutues entraînent, interpellaient les gens sans que les Français n'interviennent, alors qu'ils avaient pour mandat de mettre les rescapés à l'abri.

Ceci ne peut se comprendre que par la profonde cobelligérance de la France et du Rwanda contre le Front patriotique rwandais (FPR), les rebelles tutsis. L'armée française participe directement à la guerre contre le FPR dès 1990. Quand elle revient en juin 1994 sous la forme de Turquoise, il est certain qu'il y a une grande connivence avec les autorités politiques, administratives et militaires rwandaises. Le régiment qui s'occupe de Murandi, par exemple, a combattu en 1993 aux côtés de l'armée rwandaise. Un de nos plaignants explique aussi qu'à Kigali, en 1993, un barrage auquel étaient arrêtés les Tutsis avant d'être éliminés était tenu par des soldats rwandais et français.

Face à ces accusations, l'armée française pourrait tenter de montrer que ce ne sont que quelques militaires qui ont commis ces actes, et laver ainsi son honneur...

L'armée ne peut pas dire qu'elle va se débarrasser de quelques brebis galeuses, car l'affaire est plus complexe que cela. Le responsable du GIGN a affirmé que, quand il est arrivé au Rwanda, on ne lui a pas dit qui il fallait protéger. Il n'a compris qu'au bout de quinze jours, quand il a réalisé qu'il ne trouvait les corps que de personnes portant une carte d'identité avec la mention « Tutsi ». Et il ne faut jamais oublier que le général Quesnot, chef d'État-major particulier de Mitterrand, entendait empêcher la création d'un « Tutsiland » anglophone (1). On va défendre coûte que coûte un régime rwandais allié dont on sait très bien ce qu'il fait. Qu'on le veuille ou non, la France a été impliquée dans un génocide. En toute logique, cette affaire devrait s'achever par la saisine de la Cour de justice de la République, celle qui est compétente pour le personnel politique, car nous avons une armée républicaine : elle obéit aux ordres, et ceux-ci viennent des politiques. Tout le monde est mouillé, sauf le PC, les Verts et les extrêmes, puisque nous sommes à l'époque en pleine cohabitation. Il s'agit de la dernière écurie d'Augias de Mitterrand, et il faut qu'elle soit nettoyée.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO

(1) Voir à ce sujet [www.enquete-cityenne-rwanda.org](#)

ICI...



AFP

À chacun sa préoccupation L'annonce de la fermeture par EADS du site de la Sogerma à Mérignac (Gironde) a été suivie d'un silence assourdissant du gouvernement qui a duré quatre jours, au cours desquels les ténors de la gauche ont donné de la voix sur les 1 100 emplois directs supprimés et sur les licenciements boursiers. Très pris dans les déchirements de la droite autour de l'affaire Clearstream, Dominique de Villepin a affirmé, sans rire, que la filiale d'EADS représentait un « sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement ».

## Manif anti-Sarko

Et si, après le soulèvement des banlieues, la mobilisation contre le CPE et l'affaire Clearstream, le gouvernement avait un nouveau caillou dans sa chaussure : son projet de loi sur l'immigration dite « choisie » ? La manifestation du 13 mai à Paris a réuni entre 10 000 (selon la police) et 35 000 personnes (selon les organisateurs), ce qui représente un beau succès. Il n'est pas impossible qu'elle annonce le début d'une mobilisation plus importante. C'est ce qu'espère en tout cas le collectif appelant à la manifestation, « Uni(e)s contre une immigration jetable », qui rassemble plus de 460 associations. L'occasion de dire aussi au ministre de l'Intérieur que c'est lui qu'on n'a pas choisi.

## Ancien Régime



AFP

Après avoir opposé son veto à l'organisation de débats entre les candidats à la candidature, François Rebsamen, numéro 2 du PS, explique dans l'Obs (11 mai) que, si Ségolène Royal reste aussi haut dans les sondages, la désignation du candidat « sera une simple formalité ». Il suggère aux autres candidats de « jouer au plus vite la carte du rassemblement » pour « éviter le ridicule d'une querelle d'éléphants pour le simple plaisir d'une joute d'ego ». Pas de débat, pas de scrutin...

le royalisme a des airs d'Ancien Régime.

## Dura lex, mais pas pour tous...

Raphaël Schoemann, 65 ans, a de la chance. En 2003, il envoie à Alain Lipietz, à Monique Chemillier-Gendreau, au réalisateur Eyal Sivan et à d'autres personnalités qu'il considère antisémites une balle de calibre 22 avec un bristol anonyme : « La prochaine n'arrivera pas par la poste. » Chez lui, on trouve un véritable arsenal, dont un fusil d'assaut avec bipied, silencieux et lunette de visée nocturne. Mais, à l'issue de sa garde à vue, il est laissé libre. « On imagine la même affaire avec une personne d'origine maghrébine menaçant des personnalités qu'il pense juives ou pro-sionistes, c'est la galerie des juges antiterroristes qui se serait saisie de l'affaire, et elle aurait fait des mois de préventives, a réagi M<sup>e</sup> Antoine Comte, avocat d'Eyal Sivan, le jour du procès, le 11 mai. On a l'impression que l'égalité devant la loi n'est pas là. » Et devant les médias non plus, puisque des journaux de premier plan, au courant de ce traitement de faveur, n'ont pas jugé nécessaire d'en parler.

### Au travail !



AFP

Ségolène Royal, interrogée par un lecteur du Progrès (11 mai) sur les mesures qu'elle comptait prendre « pour améliorer le sort des 7 millions de Français [vivants] sous le seuil de pauvreté », a répondu : « Personne ne doit être payé à ne rien faire. Or, il y a maintenant des salariés

précaires qui voient autour d'eux des gens qui ne travaillent pas et qui gagnent plus qu'eux. » Cette diatribe vise-t-elle les détenteurs de capitaux, rentiers à l'opulence indécente ? On craint que non : il est rare que les pauvres en voient autour d'eux...

### ...ET AILLEURS

## Bombe à retardement

Pendant que l'Union européenne discutait, lundi, à Bruxelles, d'un paquet de propositions à l'Iran sur le nucléaire civil, le commerce et peut-être la sécurité pour convaincre ce pays d'abandonner l'enrichissement de l'uranium, le gouvernement de Téhéran faisait dire à son porte-parole qu'il allait « poursuivre son chemin » dans son programme nucléaire. Il faut dire que c'est avec les États-Unis que les Iraniens veulent négocier, pas avec ces sous-fifres d'Européens. Or, Washington refuse de se mettre sur un pied d'égalité avec le régime des mollahs. Ce qui permet aux Iraniens de jouer la montre.

## Lueur d'espoir

Le désarmement des ex-rebelles ivoiriens et la distribution de papiers à la population, conditions à la tenue des élections générales prévues en octobre pour sortir du conflit, devaient débiter de manière concomitante, le 18 mai. Sur sept sites pilotes, seront enregistrés ceux qui peuvent prétendre à la nationalité ivoirienne, quelle que soit leur origine. Cela devrait commencer à régler le problème de nationalité qui a entraîné une rébellion, en 2002, dans ce pays d'immigration. En revanche, les modalités du désarmement exigé par les partisans du président Gbagbo sont encore floues. Pas sûr, donc, qu'on arrive à une normalisation d'ici octobre...

## Grand écart

« Nous devons avoir un profil clairement de gauche, reconnaissable en Allemagne », a plaidé le nouveau président du parti social démocrate (SPD), Kurt Beck, dans son discours d'intronisation, dimanche, à Berlin. Il a cependant précisé que son parti serait « fiable » pour ses partenaires gouvernementaux de droite, avec lesquels le SPD a signé fin 2005 un accord de coalition. Un grand écart qui risque de faire souffrir les adducteurs de Kurt Beck, mais qui ne fait pas peur aux socialistes allemands, puisque 95,07 % des 475 délégués du SPD présents ont voté pour lui.

## De l'Irak au Mexique

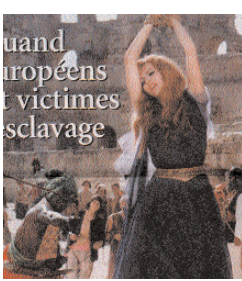
George W. Bush envoie l'armée lutter contre l'immigration clandestine. « En coordination avec les gouverneurs, jusqu'à 6 000 membres de la Garde nationale seront déployés sur notre frontière sud », a-t-il annoncé le 15 mai. Les associations de défense des immigrés entendent manifester le 17 mai pour rallier les démocrates à leur cause. Ce qui est loin d'être gagné, au vu de l'ethnocentrisme d'un John Kerry : « Rajouter un fardeau pour les hommes et les femmes qui en sont à leur deuxième rotation en Irak et en Afghanistan n'est pas la bonne réponse », a ainsi déclaré l'ancien candidat à la présidentielle.

### ...ENTENDU

## Auto-persuasion

Lionel Jospin « n'est pas candidat », mais « il a une envergure morale, intellectuelle, politique, internationale qui pourrait en faire un bon président de la République », a déclaré Bertrand Delanoë, dimanche, sur Europe 1. Juste avant ce dithyrambe au célèbre retraité politique du PS, le maire de Paris avait estimé que l'« on parle beaucoup trop des personnes au Parti socialiste et pas assez de [son] projet », et qu'il « n'est pas sain » de parler uniquement du « sauveur suprême ou de la sauveuse suprême ». Il est vraisemblable que le premier magistrat de la capitale est réellement persuadé de ne pas céder à ces travers...

### ...VU



ES

La photo couleur d'une belle rousse, mains liées, fouettée par un eunuque noir devant ses compagnons d'infortune s'étale sur une demi-page de « une » du Figaro littéraire (11 mai), avec ce titre en surimpression : « Quand les Européens étaient victimes de l'esclavage. » Passons sur l'anachronisme et l'assimilation des chrétiens aux Européens... pour ne s'attarder qu'au choc de l'image : un « cliché véhiculé par le cinéma » – la photo est tirée du film *Angélique marquise des anges* –, admet hypocritement le quotidien, qui consacre près d'une page à « un aspect ignoré de l'esclavage, celui pratiqué par les musulmans au détriment des chrétiens ». Au lendemain de la journée de commémoration de l'esclavage, contestée par quelques députés de droite, ce choix éditorial ne doit rien au hasard.



AFP

### Evo le socialiste

Et soudain, Evo Morales est devenu *persona grata* au parti socialiste français ! Snobé à Paris début janvier, quand il entamait une tournée européenne, auréolé de sa victoire à la présidentielle bolivienne. Le PS n'avait d'yeux que pour Michelle Bachelet, social-démocrate moins compromettante. La délégation socialiste qui était allée saluer sa victoire à Santiago n'avait pas daigné faire le crochet par La Paz pour l'intronisation « d'Evo », le 22 janvier. Même si quelques-uns, comme Jean-Luc Mélenchon, n'ont pas attendu le verdict des urnes pour fréquenter le dirigeant du Movimiento al socialismo. Mais le petit Indien est un animal politique : il vient de faire « sauter la banque » au Sommet Europe-Amérique latine de Vienne. Dix jours à peine après la nationalisation des gisements d'hydrocarbures boliviens, il a tiré toute la couverture médiatique à lui, affolant les investisseurs européens, agaçant le voisin brésilien avec les misères faites à la Petrobras, très implantée en Bolivie, rigolant sous cape avec son compère vénézuélien Hugo Chávez. Aussi, quand Danielle Mitterrand a soufflé à ses amis socialistes que sa Fondation France Libertés le recevait à Paris dimanche dernier – pour débloquer des aides dans le domaine de l'eau –, le carnet de bal de la vedette s'est trouvé noyé sous les demandes ! Delanoë, Fabius, Chevènement, Sarre, Montebourg, Filoche, Mélenchon, puis Hollande, Moscovic, etc. Pas Ségolène, qui n'a rien demandé. Ni Strauss-Kahn, éconduit. « On ne voulait pas entrer dans des enjeux de candidats », explique la Fondation. Fabius appréciera...

Biffé également, l'impayable Sarkozy, qui a tenté d'obtenir une audience ! La ruse finale est revenue à l'Indien : fatigué, il a « séché » le dîner organisé au Sénat en son honneur par les socialistes, avec un plan de table savamment équilibré entre composantes de la gauche, et qui avait déjà laissé plusieurs déçus sur la touche.

PATRICK PIRO

### LE CHIFFRE

## 414,50 euros

c'est le coût mensuel d'une recherche d'emploi évalué par la CGT chômeurs. L'association de chômeurs estime que « chercher un emploi coûte cher ! » et en a recensé les frais occasionnés, notamment les déplacements, le téléphone, les journaux d'annonces, les timbres, les photocopies, etc. Or, « la faiblesse des allocations de chômage ne permet pas aux chômeurs d'assumer les charges du quotidien et celles liées à la recherche d'emploi ». La CGT chômeurs rappelle que le RMI est fixé à 435 euros, l'allocation spécifique de solidarité à 427,50 euros, et que la moyenne des indemnités versées par les Assedic est de 800 euros. Elle demande « l'augmentation immédiate de toutes les allocations de chômage de 300 euros ».

...LU

### Jennifer Sarko

« Sarkozy me fait carrément peur », déclare Patrick Sébastien dans *TV magazine* (14 mai), un supplément du *Figaro* et de quotidiens régionaux diffusé à près de 5 millions d'exemplaires. L'animateur dénonce l'utilisation des mots « Kärcher » et « racaille », et la « manipulation hallucinante » qui voit « tout le monde [dire] bravo » quand Sarkozy « reprend à son compte » un slogan de Le Pen. « C'est la *Star Ac* », le premier président qui va être élu avec un lobby médiatique et télévisé proche de Jennifer. La différence entre Mitterrand et Sarkozy est la même qu'entre Brassens et Jennifer », poursuit-il, avant de déclarer qu'il « voterait Ségolène » contre Sarko, mais « Michèle Alliot-Marie contre Hollande ».

## Une femme française

Qui, selon le *New York Times* (14 mai), offre à la fois « une vague ressemblance avec Audrey Hepburn » et un profil de « non-éléphant », voire d'« anti-éléphant » ? Ségolène Royal, bien sûr ! Intitulé « La femme » (en français), ce long portrait chante les louanges d'une candidate politique « au style très américain ». Avec ses défauts : « Ces temps-ci, elle donne souvent l'impression qu'« avoir des idées » est en soi une manifestation d'arrogance politique. Elle, par contraste, utilisera la sagesse de l'électeur ordinaire. [...] Oui, mais alors ? [...] Elle enchaîne les phrases creuses, jurant d'apporter l'« ordre juste », « l'égalité réelle » et « la sécurité durable ». Voilà qui est bien abstrait pour la candidate du concret. » À bon entendeur...



# Dossier

La suspension de l'aide aux Palestiniens, décidée par les pays occidentaux à la suite de la victoire du Hamas aux élections législatives, résulte de quelques contre-vérités et d'un raisonnement spécieux visant toujours à faire porter aux colonisés la responsabilité de la colonisation. Retour sur ces arguties qui ne correspondent à aucune logique ni à aucune vérité.

PALESTINE

## Le double langage des Occidentaux

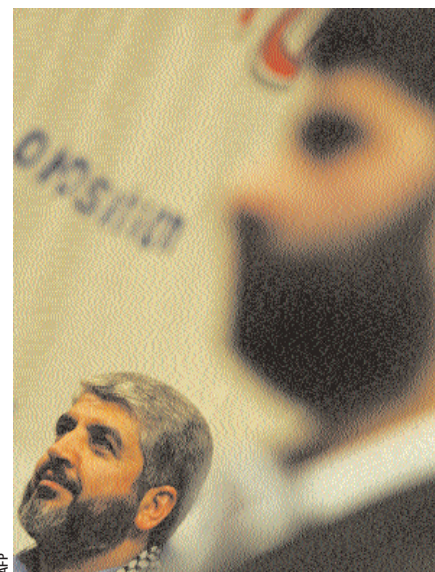
UN DOSSIER DE LA RÉDACTION

À la suite des élections législatives du 25 janvier dernier, le Canada et les États-Unis, suivis par l'Union Européenne et le Japon, ont décidé de suspendre leur aide financière aux territoires palestiniens. Motif : le Hamas, grand vainqueur de ce scrutin, est considéré comme une organisation terroriste par les Européens et les Américains. La communauté internationale avait d'abord émis des conditions à la poursuite de son aide dans les territoires : l'abandon de la violence ainsi que la reconnaissance d'Israël et des accords israélo-palestiniens passés. Devant le refus prévisible du mouvement islamiste, les principaux bailleurs de fonds de la Palestine ont décidé de suspendre leur aide directe, tout en poursuivant une aide humanitaire. Une distinction sibylline qui vaut son pesant d'hypocrisie. Mais aussi l'annonce d'une catastrophe humanitaire.

### 1/Une analyse « erronée » de l'élection palestinienne

On peut évidemment s'interroger sur le bien-fondé de cette suspension des aides. Elle intervient comme une punition à l'encontre d'une population après un vote pourtant irréfutable d'un point de vue démocratique, mais qui ne correspondait pas aux attentes des occidentaux. Leur politique est pourtant, comme on le verra, directement à l'origine de la victoire du Hamas. Mais, surtout, cette décision résulte d'une analyse au minimum « erronée » de la signification des élections palestiniennes. Tous les sondages et les enquêtes en témoignent : les Palestiniens n'ont pas voté pour la Charte du Hamas qui préconise la destruction d'Israël. Par leur vote, ils ont

désavoué les responsables du Fatah, leur corruption et, plus encore, leur stratégie de concessions à Israël dont les Palestiniens n'ont tiré en treize ans (depuis les accords d'Oslo, en 1993) aucun profit. Or, si le Fatah n'a pas été en situation de remporter les élections de janvier, c'est que sa politique conciliante de négociation a essuyé rebuffades sur rebuffades de la part des Israéliens. Pour que cette politique ait été légitimée aux yeux du peuple palestinien, il aurait fallu qu'Israël respecte et valorise ceux qui, dans la société palestinienne, avaient accompli l'acte historique de



Khaled Meshaal, dirigeant du Hamas.

reconnaître l'État hébreu, et cela il y a déjà dix-huit ans. On sait que c'est tout le contraire qui a été fait. Une analyse « erronée » donc, ou plus probablement de très mauvaise foi...

### 2/L'aide n'est pas un acte humanitaire, mais une compensation politique

Les Palestiniens n'auraient pas besoin d'aide, au moins à ce niveau, s'ils avaient pu fonder un État souverain, être libérés de l'occupation, et construire librement une société plusieurs fois anéantie par les raids de l'aviation israélienne. L'impunité dont jouit Israël et le refus occidental de mettre en œuvre les résolutions des Nations unies enjoignant à l'occupant de quitter les territoires sont donc directement à l'origine de la situation des Palestiniens. Pour le dire plus clairement encore, la nécessité d'une aide résulte directement de la lâcheté politique des Occidentaux. Il ne s'agit pas seulement d'une mission humanitaire, mais d'un devoir moral en regard d'un devoir politique qui n'est pas rempli. Présenter l'aide comme « humanitaire » revient à ranger la colonisation et l'occupation d'un peuple par une armée au rang de catastrophe naturelle.

### 3/Un chantage à la vie

Les conséquences de cette décision sont désastreuses. Et la situation ne va aller qu'en s'aggravant. Les territoires palestiniens sont en effet fortement dépendants de l'aide internationale du fait de l'occupation israélienne. En 2005, ils ont reçu environ 1,3 milliard de dollars de la part de l'ensemble de la communauté internationale. Si 350 millions de dollars sont



À Gaza, un Palestinien proteste contre les sanctions financières exercées contre son pays.

versés directement à l'Autorité palestinienne afin de soutenir son budget, la majeure partie des sommes allouées aux Palestiniens concerne l'aide humanitaire (500 millions de dollars) et l'aide au développement (450 millions de dollars). L'Union Européenne, qui est le premier soutien financier des Palestiniens avec 500 millions d'euros par an, a ainsi tenu à préciser que la suspension de l'aide internationale aux Palestiniens ne concernait que l'aide directe au gouvernement, qui ne constitue donc que le quart de l'aide totale apportée. Mais, avec cette suspension de l'aide internationale, c'est toute l'économie palestinienne qui est touchée. Dans un rapport daté du 16 mars, la Banque mondiale prévoit que 75 % des Palestiniens vivront sous le seuil de pauvreté si la communauté internationale ne revient pas sur sa position. Aujourd'hui, ce sont déjà 60 % qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, et même 78 % pour la seule population de Gaza, avec moins de 2,10 dollars par jour et par personne. Ce sont les secteurs de la santé et de l'éducation qui seront touchés en premier.

### 4/Une tentative de détruire non le Hamas mais l'Autorité palestinienne

Les quelque 160 000 fonctionnaires employés par l'Autorité palestinienne, dont les forces de sécurité, ne sont plus payés depuis mars. C'est près d'un tiers de la population palestinienne qui dépend de ces revenus. Qui plus est, si la situation perdure, c'est l'Autorité palestinienne elle-même qui ne pourra plus

fonctionner et la sécurité qui ne sera plus assurée. Or, si celle-ci est paralysée, tous les efforts réalisés depuis de nombreuses années afin de mettre en place des institutions viables pour un futur État palestinien vont être réduits à néant.

### 5/Un détournement de fonds

La crise financière à laquelle doit faire face l'Autorité palestinienne n'est pas seulement causée par la suspension de l'aide internationale. Après la formation du gouvernement par le Hamas, Israël a en effet décidé d'interrompre le versement des taxes douanières dues à l'Autorité palestinienne pour les marchandises qui entrent à Gaza et en Cisjordanie. Ces sommes collectées par Israël, qui représentaient environ 740 millions de dollars en 2005, doivent être transférées aux Palestiniens. C'est ce qui est prévu par les accords de Paris de 1994. Il ne s'agit pas ici d'une « aide » accordée aux Palestiniens mais d'un revenu indispensable à leur économie, et qui leur revient de droit.

### 6/Une terrible hypocrisie

Devant l'ampleur de la catastrophe, tant économique et sociale que politique, qui s'annonce, la communauté internationale a tout de même réagi. La duplicité des arguments employés n'est pas non plus sans causer quelque trouble. Ainsi, la Norvège a décidé de recevoir ces jours-ci un haut responsable du Hamas. Réunis le 9 mai à New York, les ministres des Affaires étrangères du Quartet

(États-Unis, UE, Russie et ONU) ont chargé l'Union Européenne de mettre en place un « mécanisme temporaire » d'aide aux Palestiniens. Il s'agit d'acheminer une aide directement, en contournant le gouvernement du Hamas. La France, par la voix de Jacques Chirac, a ainsi proposé la création d'un fonds fiduciaire géré par la Banque mondiale, permettant à l'Autorité palestinienne de payer ses fonctionnaires. La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a par ailleurs indiqué que les États-Unis verseraient 10 millions de dollars (environ 8 millions d'euros) en produits médicaux aux Palestiniens. L'apparition d'un double discours montre bien la fragilité des arguments occidentaux. Le chantage à la « reconnaissance d'Israël » qui s'exerce aujourd'hui sur le Hamas n'est pas une première. Le même chantage s'était exercé avant 1988 sur le Fatah. Lorsque celui-ci a reconnu Israël, ses dirigeants ont été immédiatement accusés de double langage. Puis ce fut le temps des illusions et de la paix d'Oslo. Les Palestiniens en tirent un bilan arithmétique : durant cette période, le nombre des colons a doublé en Cisjordanie. Il y a une certaine logique dans leur vote en faveur d'un mouvement qui ne reconnaît pas Israël. Une logique qui n'est pas celle de la destruction d'Israël, mais de récupérer dans la négociation un atout qui, à leurs yeux, a été cédé en vain. C'est en cela que la pression exercée avec la suppression de l'aide est cyniquement politique.

Présenter l'aide comme « humanitaire » revient à ranger la colonisation et l'occupation d'un peuple par une armée au rang de catastrophe naturelle.

Notre confrère Témoignage Chrétien vient de publier un appel « Oxygène pour la Palestine » qui a déjà recueilli une soixantaine de signatures de personnalités politiques et intellectuelles. Pour lire le texte et s'associer à cette initiative : [temoignagechretien.fr](http://temoignagechretien.fr)

MÉRIEM BOUCHEFRA ET DENIS SIEFFERT



# Dossier

## TÉMOIGNAGE

# Lettre de Naplouse

Manal Al Tamimi est originaire de Naplouse, en Cisjordanie. Elle est récemment retournée dans son pays. Elle raconte ici, dans cette lettre qu'elle nous a adressée, les difficultés rencontrées dans la vie quotidienne. Chronique d'un peuple sous occupation.

Militante non-violente contre l'occupation, psychologue, Palestinienne, née et ayant vécu toute ma vie à Naplouse, installée en France depuis deux ans pour faire mes études supérieures et revenue pour deux mois en Palestine : voici, résumé, mon parcours.

Sur mon agenda, je n'avais qu'un seul rendez-vous : aller au ministère de l'Intérieur palestinien pour obtenir une carte d'identité, puis entreprendre les diverses procédures pour renouveler mon passeport. Je ne savais pas combien de temps cela devait prendre : dix jours, un mois ou même deux mois... C'est l'occupation israélienne qui décide. L'autorité palestinienne ne fait qu'imprimer la carte d'identité et le passeport.

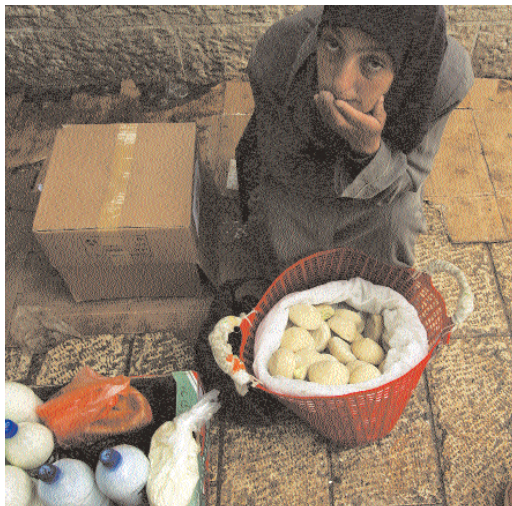
À l'entrée de Jéricho, à la frontière entre la Palestine et la Jordanie, une amie israélienne est venue me retrouver ; c'était plus facile pour elle de se déplacer « chez moi » que pour les amis palestiniens. Elle m'attendait au-delà du poste frontière, contrôlé évidemment par les Israéliens ; là, se trouvent deux arrêts de bus, l'un pour les Palestiniens de Jérusalem ayant une carte d'identité bleue, censés être citoyens d'Israël, et l'autre pour les Palestiniens ayant une carte d'identité verte, citoyens des autres territoires palestiniens occupés en 1967, comme moi.

Nous nous sommes mises à fumer et à discuter ensemble. Une minute plus tard, des soldats israéliens sont venus nous informer que nous ne pouvions rester ensemble « car c'était interdit », et que chacune d'entre nous devait regagner « son » arrêt de bus. La frontière entre les deux côtés est invisible, juste ces quelques mètres de distance entre les deux arrêts de bus. Les soldats s'adressaient uniquement à mon amie, en hébreu. Cela m'a gênée. Je me suis mise à parler en anglais avec eux, en leur demandant de discuter aussi avec moi puisque j'existais !

Quelques minutes ont passé. Deux femmes officiers israéliennes sont arrivées et se sont adressées à moi cette fois-ci, mais en arabe. La situation commençait à devenir un peu inquiétante. Mon amie et moi savions que, s'il y avait un prix à payer pour avoir désobéi, je serais la seule des deux à payer. Nous avons finalement cédé, après une rencontre qui a duré moins de dix minutes. Ce qui m'a le plus étonnée dans cet incident, c'est que mon amie israélienne soit autant en colère... comme si elle ne le savait pas ! Oui, ce n'est pas normal, mais ce n'est pas le pire !

La réalité de l'occupation militaire israélienne fait que nos chemins, israélien et palestinien, se croisent partout ; des colonies étranglent les villes et les villages palestiniens de partout, un vaste réseau de routes réservées aux Israéliens pénètre au sein des territoires palestiniens. Voilà pourquoi la rencontre d'une Israélienne et d'une Palestinienne est possible mais... interdite.

Quelques jours plus tard, je me suis trouvée dans une conférence consacrée au conflit israélo-palestinien et intitulée « Établir un avenir ensemble », organisée à Bethléhem. Parmi les participants, il y avait des militants israéliens et étrangers. Les débats et les ateliers étaient



Scènes de la vie quotidienne, souvent très difficile, en Palestine.

extrêmement intéressants. Cependant, j'avais l'étrange sentiment d'être en Palestine mais pas dans celle que je connaissais. Le thème principal tournait autour de la fameuse question : faut-il deux États ou un seul État pour les deux peuples ? Binational ou multinational ? Lors de la conférence, j'ai déclaré, à plusieurs reprises, que je soutenais l'idée d'un seul État comme finalité du conflit. Au retour, sur le check-point de Huwara, à l'entrée de Naplouse, j'ai rencontré un groupe d'Espagnols qui avaient, eux aussi, participé à la conférence. Les soldats israéliens ne les ont pas laissé passer. J'ai essayé de négocier avec eux, de leur dire qu'ils étaient mes invités et que c'était ma ville. Mais cela n'a rien changé. Avec leur vidéo caméra, les Espagnols m'ont proposé de m'interviewer. Parmi les questions, l'une a particulièrement retenu mon attention. « Com-

ment voyez-vous l'avenir ? » « L'avenir, l'avenir... » J'ai essayé de former une phrase en anglais, puis en français et, enfin, en arabe. C'est une question à laquelle j'ai déjà répondu une dizaine de fois, mais, cette fois-ci, je me suis sentie bloquée, incapable de donner une réponse. La réalité, à quelques pas derrière moi, était plus forte que moi. Sa violence écrasait toute possibilité de penser l'avenir. À ce moment, tout ce que je ressentais était de la colère et de la honte. Honte de devoir demander aux soldats israéliens la permission de faire entrer mes invités chez moi !

« Aujourd'hui, c'est beaucoup mieux qu'avant, où l'on attendait plus de six heures pour passer un check-point israélien. Aujourd'hui, cela prend souvent moins de trois heures, et il y a plus de chance de passer. Nous vivons, de jour comme de nuit, avec le bruit des chars et des tirs. Maintenant, les militaires israéliens envahissent la ville uniquement la nuit. Il nous reste la journée... », m'ont dit des amis, lorsque j'ai voulu savoir comment la situation avait évolué au cours des deux dernières années. J'étais effarée de les entendre parler ainsi. Je ne savais pas si c'était de l'ironie ou s'ils croyaient vraiment ce qu'ils étaient en train de dire. Voici l'évolution : « bien » est devenu le synonyme de « pire », et donc, quand c'est moins « pire », c'est mieux !

Le lendemain matin, je me suis réveillée au bruit des tirs et de mon téléphone portable : « Viens vite, une invasion... » Je croyais que c'était uniquement la nuit ! Dans la rue, des amis, militants et urgentistes, m'attendaient. Partout, on voyait des gamins avec leurs sacs à dos. Il y en avait qui lançaient des pierres contre les jeeps des militaires israéliens et d'autres qui couraient dans tous les sens. Avec toute l'énergie que j'avais, je me suis déplacée ici et là. J'ai téléphoné partout, autant que je pouvais, pour annoncer qu'aujourd'hui se passait une invasion israélienne.

Plus tard, j'ai réalisé que tous les jours, en fait, étaient semblables, que tous les jours se déroulaient une invasion, souvent la nuit et parfois durant la journée. C'était ma première invasion depuis mon retour, et j'ai donc pris l'événement pour une nouveauté. Cette « quotidienneté » de l'occupation est l'une des armes utilisées par l'armée israélienne. En fait, plus personne ne parle plus des choses qui deviennent quotidiennes, les médias non plus. Plus tard j'ai été, moi aussi, prise en otage par cette banalisation puisque j'ai arrêté de donner des nouvelles ! Pourtant, mes amis étrangers et israéliens attendaient toujours que je leur en donne. Alors j'ai fait circuler la nouvelle : « Je vous informe que nous vivons toujours sous l'occupation militaire, nous n'avons toujours pas retrouvé notre liberté ! »

Cette banalisation explique aussi pourquoi, quand l'idée d'une manifestation contre l'occupation sur le check-point a germé, de nombreux amis m'ont demandé : « Pour quoi faire ? »

J'ai enfin obtenu ma carte d'identité. Sur le dessus, apparaît en arabe « l'Autorité palestinienne ». Cependant, à l'intérieur, tout est écrit en hébreu et... en arabe quand même ! La religion et la ville de domicile sont également indiquées de manière à ce qu'on puisse

imposer des règles aux citoyens selon leur ville de domicile. Cela permet de comprendre comment les habitants d'une certaine ville peuvent être interdits de voyager alors que d'autres ne le sont pas, pourquoi certains Palestiniens sont obligés de prendre certaines routes plutôt que d'autres (par exemple, un citoyen de Jenine ne peut pas emprunter la route entre Naplouse et Ramallah). La carte d'identité est l'un des indicateurs utilisés par l'occupation israélienne pour créer des catégories et imposer une ségrégation entre Palestiniens. La couleur de la carte d'identité est aussi un indicateur. La mienne est verte, mais il existe aussi des cartes bleues pour les Palestiniens citoyens de Jérusalem et d'Israël. Avec une carte d'identité bleue, il est plus facile de se déplacer à l'intérieur des territoires palestiniens occupés... sans toutefois pouvoir entrer à l'intérieur des villes palestiniennes. Voici comment la carte d'identité est devenue le symbole de l'emprisonnement des Palestiniens en Palestine !

La dame du guichet m'a dit : « Attendez, s'il vous plaît, il faut d'abord voir si vous avez l'accord. » « L'accord de qui ? », ai-je demandé tout en connaissant d'avance la réponse. La carte était imprimée depuis dix jours, mais l'IDF (Forces de défense israéliennes) devait donner son accord !

Cette structure omniprésente a fait aussi que, pendant une vingtaine de jours, on ne vit pas de policiers palestiniens dans les rues, car l'IDF avait donné la consigne qu'aucun ne sorte jusqu'à nouvel ordre ! C'est ce qu'on appelle la « coordination de sécurité » entre l'autorité palestinienne et les forces d'occupation » !

Ainsi, des centaines de check-points sont devenus un fait constant dans la vie des Palestiniens, des murs qui pénètrent dans les Territoires palestiniens, des invasions régulières, la « coordination pour la sécurité » et une carte d'identité qui permet une politique de ségrégation entre Palestiniens... Tout notre espace est occupé. Cependant, et malgré toutes les tentatives de le soumettre et de réprimer sa volonté, le peuple palestinien est encore capable de s'élever contre l'injustice de cette réalité ; l'occupation n'a pas pu terrasser le « non » qui résiste en nous.

Le non à l'injustice, le désir du changement se sont traduits par une participation très élevée aux élections palestiniennes et la victoire du Hamas, qui ouvrait une fenêtre sur le changement, le passage d'un âge à un autre. Un grand non à la corruption du Fatah, un autre non au gouvernement Israélien, aux États-Unis, à l'occupation.

Un slogan utilisé par le Hamas pendant les élections était : « Israël et les États-Unis disent non au Hamas, et vous, que dites-vous ? » Eh bien, évidemment, « Votons pour le Hamas... ». Même moi, qui n'aurais jamais voté pour le Hamas, lors des résultats des élections, j'ai senti une certaine joie. Le peuple palestinien vit toujours sous l'occupation. Ses choix sont motivés par la recherche de la liberté !

Avec des amis, nous avons organisé une manifestation sur un check-point à la sortie de Naplouse. « Free Palestine » « Soldats, vous n'êtes pas chez vous... », clamaient les manifestants. Aux Palestiniens des territoires occupés s'étaient joints des Palestiniens d'Israël, des sympathisants de tous pays et des Israéliens juifs en lutte contre leur propre État. Des militants locaux, venus de Naplouse, déguisés en clowns et en pères Noël, jouant de la musique, hurlaient de toutes leurs forces : « Freedom ! »

Voilà la complexité d'une réalité où l'occupation atteint tous les aspects de la vie d'un peuple qui vit depuis des générations sous l'occupation israélienne. Une vie où le fantasme et la réalité se mélangent, où les frontières ne sont pas claires, où le normal et le non-normal deviennent synonymes, où les gens de gauche et de droite deviennent des frères dans un même combat, et où la culture de la mort et la culture de la vie se croisent.

En Palestine, c'est la guerre ? Non, ce n'est pas la guerre, mais c'est l'occupation, c'est la ségrégation entre Palestiniens, c'est la vie quotidienne étouffée, ce sont les rêves brisés et l'avenir battu par la force de la réalité... C'est la carte d'identité verte dont j'allais oublier le goût !

M. A. T

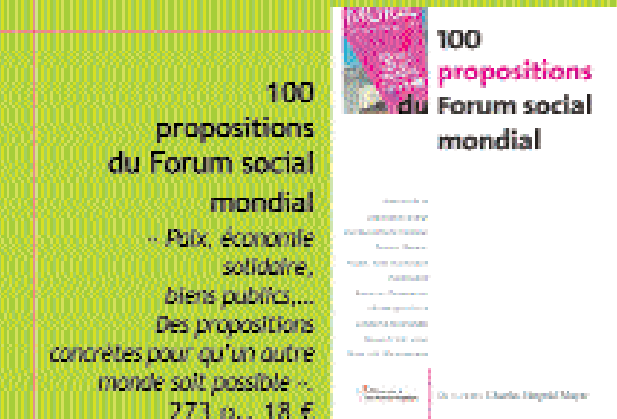


« Intifada des banlieues » : on se souvient de la formule. Les mots sonnaient bien dans un discours médiatique en quête de slogans réducteurs. Il s'agissait, non sans perversité, de suggérer qu'il n'y avait dans nos villes, comme à Jénine ou à Gaza, qu'un seul et vaste conflit ; et une seule ligne de partage entre, d'un côté, un monde judéo-chrétien inscrit dans la modernité, et, de l'autre, le monde arabo-musulman livré à l'islamisme et à la violence. C'est pour « déconstruire » cette imposture que Leïla Shahid, Michel Warschawski et Dominique Vidal entreprennent en mars 2003 une série de réunions à travers la France. Trois ans plus tard, le « trio » avait dialogué avec dix-huit mille personnes, souvent des jeunes des banlieues. Partout, ils ont fait salle comble. Ils publient le résultat de leur périple dans un petit livre passionnant. « Le fait qu'une Palestinienne, un Israélien, un journaliste français puissent dialoguer avec une salle représentant tous les enfants de la République dans leur diversité contredit l'approche d'un "choc des civilisations" », observe notamment Leïla Shahid. Une démarche articulée autour de l'idée que la déléguée de la Palestine, le militant anti-colonial israélien et le journaliste du Monde Diplomatique agissent ensemble et croisent leurs réponses, fondant d'emblée une légitimité par la pluralité de leurs histoires et l'unité de leurs discours.

Les banlieues, le Proche-Orient et nous, avec I. Avran, l'Atelier, 156 p., 17 euros.

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

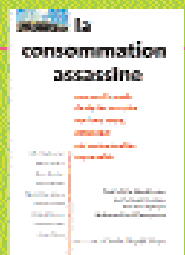
des livres sur les nouvelles démarches citoyennes



Volontaire en ONG, l'aventure ambiguë  
« Partir en mission. Qui ? Pour qui ? Pourquoi ? »  
Amina Yala  
248 p., 14 €



Parier pour la paix  
« Pour que la loi du plus fort cesse enfin d'être la meilleure. »  
Général Jean Cor  
188 p., 16 €



www.eclm.fr retrouvez nos 300 titres  
ouvrages disponibles en librairie ou à défaut contactez-nous :

ECLM

38, rue Saint Sabin, 75011 Paris  
téléphone et fax : 01 48 06 48 86  
diffusion@eclm.fr



# Laurent la magnifique

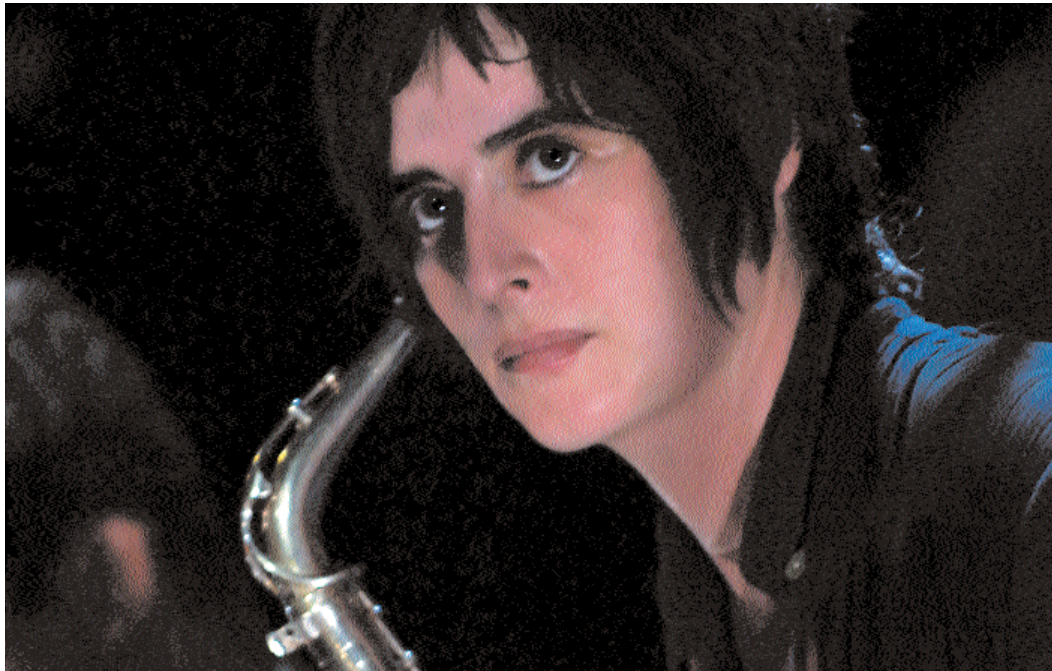
**JAZZ.** Passion de l'improvisation, sens du rythme, modernité sans exclusives : telles sont les qualités de Géraldine Laurent, jeune saxophoniste montante. Elle se produit avec le collectif Maxiphone, le Time Out Trio ou son propre trio dans différentes rencontres jusqu'à la fin de l'été.

**B**ien plantée sur la scène et pourtant en incessant mouvement, accompagnant des phrases virevoltantes d'élans qui la poussent jusque sur la pointe des pieds, plongée dans sa musique comme dans un univers parallèle qu'elle seule perçoit, mais dont elle veut absolument ouvrir les portes à ses auditeurs, Géraldine Laurent est une musicienne dont on ne peut se déprendre quand on a commencé à l'entendre. Au-delà d'une grande virtuosité, dont elle ne fait jamais étalage, son jeu possède une richesse qu'on aurait tendance à penser infinie, parce qu'il est fondé sur la multiplication de petites bornes rythmiques qui balisent son discours, permettent de le suivre, de se laisser emporter par lui et d'en saisir la logique harmonique, y compris dans les moments où il délaisse les grilles conventionnelles.

Le moteur de Géraldine Laurent, c'est la passion : passion du rythme, du swing, de ce qui fait rebondir la phrase et la renouvelle au fil des cycles de l'improvisation. Passion, donc, de l'improvisation solidement ancrée dans la tradition du jazz, dans l'exploitation des accords qui sous-tendent la mélodie, mais qui conduit aussi, momentanément, à s'en échapper pour élargir le monde offert à l'auditeur, et lui faire partager une jubilation de liberté qui prend d'autant plus de force qu'elle est éphémère.

**C'est au Festival de jazz de Calvi, l'an dernier, qu'elle fut d'abord remarquée. Non, de son point de vue, qu'elle y ait modifié sa manière, mais parce qu'avec le festival Jazz à Juan – où le trio Time Out, avec Yoni Zelnick, basse, et Laurent Bataille, batterie, fut sélectionné parmi les**

« découvertes » – il lui fournit l'occasion de se faire entendre de journalistes qu'elle enthousiasma. Avant cet événement, elle navigua de concerts en concerts, au gré des réseaux régionaux, et se fit connaître en de multiples localités. Géraldine Laurent appartient à une génération de musiciennes que le jazz laisse enfin percer, en France comme ailleurs (le magazine *Jazzman* les présente dans son numéro d'avril, intitulé « Enfin les filles ! »). Elle ne saurait pourtant être réduite à une jeune femme qui joue du saxophone. Mais, de même que pour la contrebassiste Hélène Labarrière, qui complète son trio avec le batteur Éric Groleau, ce qui a changé, pour Géraldine Laurent et ses consœurs, c'est qu'aujourd'hui une musicienne rencontre moins d'obstacles que naguère pour être acceptée. La formation de Géraldine Laurent fut d'abord classique. Elle commença par le piano puis adopta le saxophone.



Géraldine Laurent est plongée dans sa musique comme dans un univers parallèle.

Elle écoute du rock, découvrit le jazz (notamment avec le pianiste américano-hollandais Floris Nico Bunink), aborda le répertoire contemporain pour saxophone, devint professeure de saxophone et de piano en écoles de musique. Et, finalement, décida de se consacrer à une carrière de musicienne de jazz. Bunink fondait son enseignement sur l'apprentissage par le jeu et l'écoute. Géraldine Laurent, de fait, travailla le jazz d'oreille, en jouant avec des disques : « avec » Ella Fitzgerald, Miles Davis, Herbie Hancock, Stan Getz et, surtout, Sonny Rollins. Si Charlie Parker, John Coltrane, Eric Dolphy (dont on la rapproche souvent) la fascinèrent, c'est Rollins qui lui apporta ce qu'elle cherchait : un traitement du rythme complexe mais toujours swingant, une fidélité irrespectueuse aux harmonies qui lançait les mélodies improvisées dans des directions inattendues et passionnantes, des qualités qu'elle a toutes réussi à intégrer dans un jeu personnel. « *J'ai besoin du rythme, dit-elle, j'ai besoin du côté dansant de la musique, j'ai besoin de la sécurité de la récurrence. Je le retrouve en musique classique. J'ai entendu cela chez Bach ou chez Darius Milhaud. Je l'ai redécouvert chez Sonny Rollins. Dans mon évolution musicale, j'ai l'impression d'être passée par des étapes très précises : d'abord le rythme, ensuite l'harmonie et maintenant j'ai le sentiment de pouvoir m'intéresser davantage à la mélodie. Il fallait qu'il y ait avant le rythme et l'harmonie : des fondations pour construire le reste.* »

Aujourd'hui, Géraldine Laurent joue dans des environnements musicaux divers. Avec le trio Time Out, elle travaille surtout des standards du jazz moderne dans une esthétique proche de celles de Rollins ou de Charles Mingus. Avec son trio, en compagnie d'Hélène Labarrière et d'Éric Groleau, elle explore une musique improvisée plus libre, sans rompre totalement avec la conception ternaire du temps et la récurrence, qui sont

caractéristiques du jazz et qu'elle préserve dans ses compositions. Avec le collectif Maxiphone, elle se fonde dans un ensemble fort cuivré qui approche massivement l'improvisation. Et elle peut aussi accompagner le guitariste Christian Escoudé en des escapades plus classiques, voire jouer pour la danse dans un orchestre qui frôle le New Orleans... Pour elle, il s'agit d'exercices de style, dans le meilleur sens de l'expression : « *Je joue pour la danse, parce que je sais que je vais travailler le son, l'endurance et le côté swingant. En classique, il y a aussi cette démarche, jouer des styles différents, se concentrer sur le compositeur... En jazz, on est davantage catégorisé, et en France ce peut être problématique de faire plusieurs choses ; on a tendance à mettre les musiciens dans des petites boîtes avec des étiquettes. Alors qu'en fait, jouer des répertoires divers, c'est de l'apprentissage. Je me nourris de tous les styles, je le fais par rapport à l'improvisation et pour aboutir à ma musique.* » Un des plus grands saxophonistes français, Jean-Louis Chautemps, qui refusa aussi les barrières de genres et de styles, lui décernait récemment (dans *Jazzman*) cet éloge : « *Grâce à Géraldine Laurent, nous en sommes, encore une fois, convaincus : le jazz est bien une musique d'avenir. Je persiste et je signe. Le génie est le poète, et Géraldine Laurent est un poète. Géraldine peut tout. Même l'impossible.* » Je signe avec Jean-Louis Chautemps.

**DENIS-CONSTANT MARTIN**  
**Géraldine Laurent** : avec le collectif Maxiphone, le 23 mai, à 20 h 30, Théâtre de Périgueux (05 53 53 18 71) ; avec le Time Out Trio, le 29 mai et le 26 juin, Duc des Lombards, Paris (01 42 33 22 88), le 20 juillet, à 20 h 30, Jazz à Juan, Antibes-Juan les Pins ([www.antibesjuanlespins.com](http://www.antibesjuanlespins.com), page Jazz à Juan) ; carte blanche à Géraldine Laurent, Calvi Jazz Festival, le 15 juin ([www.calvi-jazz-festival.com](http://www.calvi-jazz-festival.com)) ; avec son trio (Hélène Labarrière et Éric Groleau), le 22 août, Périgueux, Macadam jazz (05 53 29 65 73).



Calexico a conçu son album le plus cohérent.

## L'oiseau crucifié

**ROCK.** Tournant pour Calexico, avec un album guitare et chant qui critique l'Amérique de Bush.

**IL FAUT RÉÉCOUTER** *Feast of Wire*, l'album précédent de Calexico, pour comprendre pourquoi *Garden Ruin* lui succède aujourd'hui, et pourquoi il en est si éloigné. Réécoute d'autant plus nécessaire que ce disque n'a laissé pratiquement aucun souvenir, tant la plupart des morceaux résistent à l'auditeur le mieux intentionné – et attentionné. Pour cause : à force de vouloir mélanger leurs multiples influences, allant du country au jazz, en passant par la musique de western façon Ennio Morricone ou la musique mexicaine – cette dernière aussi omniprésente qu'évidente pour un groupe si proche de la frontière (Tucson, Arizona) –, les deux leaders de Calexico, Joey Bruns et John Convertino, avaient fini par arriver à une totale abstraction. Autant dire à une impasse.

Il semble aussi que le tournant soit dû à une autre nécessité : celle de prendre part à la critique de l'Amérique façonnée par George W. Bush. « *Nous essayons de faire ce que nous pouvons, dans les paroles et dans la musique, pour aider les gens à comprendre cette frustration si prégnante depuis que Bush est devenu président* », déclarait récemment John Convertino. Musicalement, le changement se manifeste par l'abandon des mariages sans raison, des mélanges des genres, des instrumentaux qui ont toujours truffé leurs disques, ainsi qu'une logique d'écriture qui tient en deux mots : guitares et chansons. Certains ne manqueront pas d'y voir un retour au classicisme et le diront comme un reproche. On y verra pourtant moins une abdication qu'une parfaite affirmation de soi qui conduit ni plus ni moins au meilleur album conçu par le groupe à ce jour, car le plus cohérent et le plus entier.

Le contexte de sa création est annoncé dans le titre : le jardin de ruines est bien l'Amérique d'aujourd'hui. L'oiseau de la pochette, crucifié dans les branches d'un arbre, n'annonce rien de bucolique. Comme toujours chez Calexico, les volatiles peuplent les métaphores sur l'état du monde. Dans l'album précédent, les hirondelles décidaient de ne plus revenir. Ici, dès le premier morceau, c'est encore pire : « *Les oiseaux refusent de voler/ Ils n'ont plus confiance dans le ciel.* » En toute fin, « All Systems Red » ajoute une autre parabole du monde actuel dans cet ouragan électrique qui enfle jusqu'à ce que le chanteur hurle sans pouvoir se faire entendre pour autant. Entre les deux, une remarquable suite de chansons sombres, entre colère et désolation.

JACQUES VINCENT

*Garden Ruin*, Calexico, V2.

## FESTIVAL

### Cannes (1)

La 59<sup>e</sup> édition du festival de Cannes a débuté le 17 mai avec la projection de *Da Vinci Code*, adapté du livre éponyme. Le film, comme le roman, est un produit moderne de la culture mondiale de masse, ce qui lui a valu d'être sélectionné pour faire l'ouverture du festival, qui cherche par tous les moyens à capitaliser les gros effets médiatiques (en jouant autant sur le symbolique que sur le commercial). Reste que sa sélection a entraîné des conséquences intéressantes. L'Église étant mise à mal dans le film – elle aurait couvert depuis deux millénaires le fait que Jésus et Marie-Madeleine ont eu des descendants –, un certain nombre d'initiatives ont été prises par des religieux pour « *défendre la foi catholique* ». Ainsi, des séminaristes de Caen ont réalisé un film de 26 minutes sur DVD, avec des historiens, des historiens de l'art et des théologiens, pour répondre aux questions posées par *Da Vinci Code*. Exemple : « Les œuvres de Léonard de Vinci sont-elles codées ? », « Marie-Madeleine était-elle la maîtresse du Christ ? » ou encore « La divinité du Christ est-elle une invention ? ». Le DVD ne sera hélas pas diffusé à Cannes. Mais il est disponible pour le prix de 20 euros à l'Atelier du Carmel de Saint-Sever (Calvados).

**Cannes (2)**  
Pendant toute la durée du festival, Christophe Kantcheff tient son journal de Cannes, que vous pouvez lire chaque jour sur le site de *Politis*, [www.politis.fr](http://www.politis.fr). Nous en publierons une sélection dans les prochains numéros.

# Dans sa langue paternelle

**THÉÂTRE.** Ariane Dubillard joue un spectacle musical sur des textes de son père, Roland.

« Comme un bouchon » : comme un hommage.



Ariane Dubillard met en valeur la tendresse de Roland.

**NOUS N'AVONS PAS D'AFFECTION** particulière pour les « fils et filles de ». Mais Ariane Dubillard, la fille de Roland, ne fait pas partie de cette descendance surprotégée qui encombre la profession du spectacle. C'est une artiste qu'on voit toujours en état de grâce, qui joue avec l'impalpable entre ciel et terre, fait rire les vocables et vibrer les sentiments sous la comédie-poésie des mots. Elle redonne un spectacle qu'elle avait monté à Avignon et au Rond-Point, à Paris, *Comme un bouchon*, où, sur les textes de son père – scènes des *Dialogues*, poèmes de *la Boîte à outils* et autres –, elle s'entend magnifiquement avec son partenaire, Simon Bakhouché, et sa pianiste et auteur des musiques, Isabelle Serrand. Un humour sublimé domine ce récit sur la relation entre la femme et l'homme.

Ariane avait fait du théâtre à l'école. Elle avait surtout été proche de son père, qu'elle voyait jouer ses propres pièces. Mais, si l'entente était parfaite (« *Quand j'étais enfant, il me faisait beaucoup rire, je le faisais beaucoup rire aussi* »), elle se devait d'échapper à cette dépendance pour se trouver. Elle rêvait en secret de devenir comédienne, mais ne se sentait pas prête. Elle apprit le chinois et partit en Chine ! « *Il fallait que je fasse une retraite*, dit-elle. *La Chine populaire, c'était un peu comme un monastère.* » À l'âge de 25 ans, elle était

rellement dans la langue et l'humeur de Dubillard : « *Jouer mon père, c'est comme rentrer à la maison, c'est parler ma langue paternelle. Je fais ces spectacles pour rendre hommage aux différentes écritures de Dubillard. C'est un auteur très riche par son étendue émotionnelle. On n'en voit pas la tendresse, c'est elle que je mets aussi en valeur. C'est grâce à mon père que j'ai une belle capacité d'aimer.* »

Pour *Comme un bouchon*, elle a pris le parti de se passer de metteur en scène. Elle a juste demandé à des amis, comme Guesch Patti, de venir jeter un œil. Le monde du théâtre et de la chanson est devenu de plus en plus âpre, mais qu'importe ! « *Il faut faire le choix le plus lumineux possible*, dit-elle. *La société ne semble pas aller dans ce sens-là, mais il y a des îlots de lumière. Pour soi-même, on ne sait que faire pour lutter contre le désintéret et l'absence de soutien. Mais on peut au moins se mobiliser pour les intermittents.* » On sait que Dubillard a été victime d'une hémiplegie il y a quelques années. Sa complicité avec Ariane n'a pas changé. « *Il aime à présent que je lui fasse la lecture*, dit-elle. *Je lui ai lu du Victor Hugo, que nous adorons tous les deux. Et nous avons pleuré comme des veaux !* »

GILLES COSTAZ

*Comme un bouchon*, Lucernaire, Paris, 01 44 57 34. Jusqu'à l'été.



# « Cerner ce qui est menacé »

**CINEMA.** Un numéro passionnant d'« Actes de la recherche en sciences sociales » sur l'influence des intellectuels sur le cinéma montre que celle-ci est de plus en plus minorée au profit des logiques commerciales. Entretien avec le sociologue Julien Duval, qui a coordonné ce numéro avec Philippe Mary\*.

Ce numéro d'« Actes » envisage le cinéma sous l'angle du processus de légitimation dont il a bénéficié de la part des intellectuels, et qui l'a placé au rang des arts autonomes. Pourquoi avoir choisi cet angle d'approche ?

**Julien Duval :** En réalité, cet angle d'approche s'est imposé assez tard dans la conception du numéro. On s'est aperçu que les articles qu'on avait réunis tournaient presque tous autour de ces « investissements intellectuels ».

Cela s'explique peut-être en partie par les évolutions actuelles. En effet, on sent bien, dans le domaine du cinéma, qu'il y a des choses en danger, avec les évolutions économiques en cours, mais c'est difficile de les nommer. Spontanément, on parle de « l'art » ou de « la diversité culturelle », mais c'est abstrait. Un apport de ce numéro d'*Actes*, c'est justement d'essayer de cerner ce qui est menacé aujourd'hui : il s'agit d'un secteur

« Les intellectuels et les critiques ont un rôle social déterminant. Ils créent des hiérarchies, inventent des notions qui se diffusent progressivement dans le public. »

particulier de la production, qu'on appelle communément le « cinéma d'auteur », qui s'est édifié au long du XX<sup>e</sup> siècle. Ce secteur s'est particulièrement développé dans des pays comme la France. Et les intellectuels au sens large, les écrivains, les critiques, le « public cultivé » ont joué un rôle décisif dans sa mise en place.

Mais cet intérêt pour les « investissements » des intellectuels dans le cinéma correspond aussi à un enjeu scientifique. La plupart du temps, les spécialistes du cinéma s'intéressent surtout à ceux qui font matériellement les films, les réalisateurs, les acteurs, les producteurs. Ce numéro d'*Actes* donne, quant à lui, une place centrale aux critiques et aux intellectuels : même s'ils ne font pas

matériellement les films, ils ont un rôle social déterminant. Ils créent des hiérarchies entre « bons » et « mauvais » films, ils définissent des bonnes et des mauvaises manières de les regarder, ils inventent des notions qui se diffusent progressivement dans le public, etc.

Dans l'article que vous signez, sur « le champ du cinéma français au début des années 2000 », vous corrigez cette idée souvent admise qui oppose de manière irréductible le « cinéma commercial » et le « cinéma d'auteur ». Vous montrez, par exemple, que les stratégies d'autonomie peuvent se doubler de stratégies commerciales. Il semble pourtant qu'aujourd'hui le fossé soit de plus en plus marqué...

En fait, cet article décrit l'état du cinéma français à un moment donné, au début des années 2000. Il montre qu'à cette date, il n'y avait pas (encore) de coupure « radicale » entre « le cinéma commercial » et « le cinéma d'auteur ». Il existe une continuité entre ces deux types de cinéma : il y a, par exemple, en France, des auteurs



Kirk Douglas dans « Spartacus », en 1960.

qui obtiennent des succès commerciaux notables et qui exercent une influence sur des cinéastes travaillant dans un cadre sensiblement plus commercial qu'eux. C'est un héritage du passé. Mais les choses semblent effectivement en train de changer, et certaines évolutions récentes vont dans le sens d'une aggravation de la coupure entre ces deux secteurs. L'emprise croissante de la télévision sur le cinéma est un facteur qui élargit le fossé : les grandes chaînes, par exemple, exigent des films pour le public très hétérogène du *prime time*, ce qui lance avec de tels moyens qu'ils ne laissent rien exister à côté d'eux.

**Vous publiez un article de l'historienne américaine Natalie Zemon Davis sur « Spartacus », réalisé par Stanley Kubrick en 1960. Celle-ci analyse les débats nourris qui ont eu lieu pendant l'élaboration du film entre le scénariste, Dalton Trumbo, et le réalisateur. Sur la genèse de ce succès international, l'historienne apporte des éclairages passionnants. Est-ce une étude isolée, et si oui, pourquoi ?**

Il existe peut-être d'autres études de ce type, mais elles ne doivent pas être nombreuses. L'article repose sur un matériel rare. Il y a d'abord eu un débat assez exceptionnel entre un scénariste et un metteur en scène. Ensuite, ce débat a laissé des traces écrites. Enfin, les archives ont pu être accessibles à une chercheuse. De telles conditions ne doivent pas être souvent réunies. Mais il me semble que la richesse de l'article tient aussi à l'usage que Natalie Zemon Davis fait de ce matériel. Sa grande compétence et, j'imagine, des raisons biographiques, la conduisent à voir dans cette correspondance entre Trumbo et Kubrick des choses qui échapperaient

certainement à beaucoup d'entre nous. Elle connaît parfaitement cette période du maccarthysme, dans laquelle a eu lieu l'écriture de *Spartacus*. Les éclairages qu'elle apporte sur le film doivent aussi beaucoup à sa réflexion sur son propre métier d'historienne.

**La critique, et le rôle qu'elle joue dans la légitimation artistique du cinéma, est évidemment très présente dans ce numéro, en particulier avec l'article de Frédérique Matonti sur la Nouvelle Critique. Que pensez-vous de la situation de la critique aujourd'hui ?**

Il me semble qu'une particularité de la critique est qu'elle revendique des critères propres (esthétiques, politiques...) pour décider de l'intérêt et de l'importance qu'elle prête à un film. Cette revendication n'est guère conciliable avec l'expansion des logiques commerciales qui se produit dans les médias. Du coup, la critique s'efface souvent aujourd'hui devant un discours semi-publicitaire qui se concentre sur quelques « films événements » à fort potentiel commercial. Ce discours, contrairement à la critique, ne prend pas le risque de « se couper du public ». Il évite, en outre, de faire du tort (ou de l'ombre) aux films dont les grands médias sont aujourd'hui fréquemment « partenaires ». En somme, il est tentant de comparer l'évolution de la critique à celle du « cinéma d'auteur » : comme lui, elle a en France un passé très riche. Mais, comme lui aussi, elle est menacée par la montée en puissance de logiques commerciales.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE KANTCHEFF

*Actes de la recherche en sciences sociales, « Cinéma et Intellectuels », mars 2006, n° 161-162, Seuil, 145 p., 17 euros. \* De Philippe Mary, lire également, la Nouvelle Vague et le cinéma d'auteur, socio-analyse d'une révolution artistique, « Liber », Seuil, 266 p., 21 euros.*

# Les joueurs de Kaboul

**TÉLÉVISION.** Portrait d'un footballeur afghan, dont l'itinéraire se lie à l'histoire de son pays.



Le foot comme miroir de l'évolution du monde.

**POUR LES AMATEURS** un tantinet avertis, 1976 est l'année fameuse où les Verts s'étaient hissés en finale de ce qu'on appelait encore la Coupe d'Europe des clubs champions. Dominique Bathenay frappait des trente mètres une première fois sur un poteau carré (34'), au bout d'un dribble chaloupé de Christian Sarraïmagna, Jacques Santini redoublait de malchance de la tête, fracassant la même barre transversale (39'). Ivan Kurkovic effleurait à peine le cuir à droite de son but, Dominique Rocheteau tardait à entrer... Balle peau pour les Verts, ou plutôt balle perdue. Et merci pour la légende. Il est une autre légende, une autre cosmogonie dont c'est aussi le trentième anniversaire, de l'autre côté du monde footballistique. Celle de l'équipe nationale afghane triomphant de son voisin, le Pakistan, emmenée par son capitaine et buteur : Ali Askar Lali. Gloire locale alors. Quatre ans après, en 1980, Moscou tenait ses Jeux olympiques, boycottés

par nombre de pays. Faute de participants dans différentes disciplines, passant outre leur invasion, les Russes invitent l'équipe nationale de foot. À l'occasion de ce voyage improbable, les joueurs en profiteront pour s'échapper (par les ailes, forcément). Et demanderont l'asile politique à l'Allemagne. Sous la houlette de Lali, les mêmes joueurs défendront les couleurs d'une équipe

de la banlieue de Dortmund. Avant de revenir en Afghanistan, vingt ans après, soit après la chute des talibans. C'est ce retour au pays que filment Nicolas Delloye et Thierry Treluyer. Un présent chargé de passé. Des images d'archives retracent le fil des événements. Gloire et rudiments. Tels sont les ingrédients. Une histoire de but confrontée à l'âpreté. Lali est aujourd'hui entraîneur, en quête de préparation de joueurs, attelé à la quête de sponsors. Des fois que l'équipe nationale soit qualifiée pour une compétition internationale et affronte à nouveau le Pakistan... En attendant, sur les lieux d'entraînement, il n'y a guère longtemps, les femmes étaient encore exécutées publiquement, et les hélicoptères circulent aujourd'hui au-dessus des terrains... Le monde comme il va, en somme. Et le football en formidable miroir.

JEAN-CLAUDE RENARD

*Kaboul football club, mardi 23 mai, 14 h 35, France 5 (52').*

# Bas les masques

**TÉLÉVISION.** À la fin des années 1920, un film muet joué et réalisé par Charles Vanel.

**À MASQUE, MASQUE ET DEMI.** À la suite d'une explosion, un ouvrier carrier défiguré porte un masque pour dissimuler ses cicatrices. Sa femme s'éloigne de lui, prend un amant. Classique. Jusqu'à ce que cet amant s'affuble lui-même d'un masque. Querelle entre les deux hommes, dans laquelle l'un d'eux trouve la mort. Bonne pêche-resser, l'épouse aide à se débarrasser du cadavre. Moins classique dans cette affaire de mensonge : qui est mort, quel est le meurtrier, qui se cache derrière son masque ? Quand Charles Vanel joue et réalise l'un des derniers films muets du cinéma français, en 1929, voilà près de vingt ans qu'il officie devant la caméra, trimbale sa trogne minérale d'un genre à l'autre. Après un appren-

tissage au théâtre, il est passé à l'écran en 1912. *Dans la nuit* est son premier long-métrage en tant que réalisateur. Un film sombre, forcément en noir et blanc, et plutôt noir que blanc. Loin des mièvreries de l'époque, un tantinet dérangeant. Vanel se veut sans concession, brutal, cinglant. Trois ans plus tard, en 1932, le comédien se fera une nouvelle et dernière fois réalisateur, en adaptant une pièce du Grand-Guignol, *Au coin joli*. Certes sa « carrière » d'acteur a été bien remplie (depuis *Abus de confiance* au *Salaire de la peur*, de *Cadavres exquis* à la *Mort en ce jardin*), on peut cependant regretter qu'il n'ait pas tourné plus souvent.

J.-C. R.

*Dans la nuit, vendredi 26 mai, 0 h 25, Arte (1 h 15).*

## À vos postes !

### TÉLÉVISION

#### Produits dérivés

France Télévisions Distribution, agent du club de football britannique Arsenal FC pour la gestion de ses droits *merchandising* en France, a annoncé l'arrivée des premiers produits dérivés. Un lancement qui forcément rebondit sur la qualification d'Arsenal pour la finale de la Ligue des champions. Au choix : des produits textiles pour enfants, des chaussures et du linge de lit. En attendant des promotions et des jeux gagnants pour se rendre à Londres et assister aux matches dans le futur stade d'Arsenal. Faites votre marché !

#### Duos de broc et branques



Arena, ou encore Nadiya. Excusez du peu. Et pour vibrer davantage, le téléspectateur pourra également voir les répétitions de ces duos avant d'assister au show final, diffusé en direct.

#### Sur le retour

Dorothée, l'ancienne animatrice des programmes jeunesse des années 1980 (exactement entre 1978 et 1997), consultante pour AB Groupe, a exprimé son désir de revenir à la télévision. En comédienne, mais non pas pour « faire n'importe quoi » et plutôt du côté de la fiction télé. Dite « *ouverte à tout* » (il vaut mieux), de la comédie au drame, en quête de « *personnages humains, vrais, de belles histoires* », elle a cependant exprimé son refus de jouer les « fliquettes » ou les juges d'instruction. Pourquoi pas ? Rappelons que Dorothée avait déjà joué dans *l'Amour en fuite* de François Truffaut (puis *Pile ou face*, de Robert Enrico). Même Chantal Goya a fait ses gammes sous la Nouvelle Vague.

#### Bordel de foot(re)

À moins d'un mois de la prochaine Coupe du monde de football en Allemagne, les deux principales chaînes publiques allemandes n'ont pas encore vendu tous les espaces publicitaires. Il est vrai que les spots de trente secondes sont facturés de 6 600 à 320 400 euros. La première chaîne publique, ARD, plafonne avec 70 % de ses plages de publicité, tandis que la ZDF parvient à peine à 60 %. Si les annonceurs se décident souvent à la dernière minute, il reste une solution aux chaînes : se reporter vers les vastes bordels, montés pour l'occasion, en pleine turgescence dans l'attente des meutes de supporters.



# Les ONG vont-elles changer le monde ?



Plusieurs essais mettent à l'honneur les ONG. Henri Rouillé d'Orfeuil, président de Coordination Sud, montre comment elles inventent une nouvelle diplomatie. Rony Brauman revient sur son parcours d'humanitaire. Un ouvrage collectif explore les « chantiers » de ces organisations.

**V**ous expliquez que les ONG de solidarité s'efforcent de participer aux négociations internationales, et qu'ainsi les citoyens inventent une diplomatie non gouvernementale qui devient une composante majeure de la diplomatie moderne depuis une quinzaine d'années. Quelles avancées doit-on à cette intervention des ONG ?

**Henri Rouillé d'Orfeuil :** Un diplomate nous disait qu'« une négociation se gagne d'abord dans l'opinion publique ». Fortes de cette pression populaire et médiatique, munies de propositions précises et recevables dans un contexte international donné, les ONG peuvent en effet avec succès faire entendre leurs voix et leurs suggestions. Depuis une quinzaine d'années, la plupart des avancées diplomatiques qui ont à voir avec la construction d'un monde de solidarité ont été portées par des organisations citoyennes, le plus souvent des regroupements internationaux d'organisations.

Dans le domaine environnemental, aurait-on organisé les conférences de Stockholm (1972), de Rio (1992) et de Johannesburg (2002) sans l'action des ONG et leurs campagnes pour développer une conscience planétaire ? Les États auraient-ils signé les conventions sur le changement climatique ou la diversité biologique, l'accord de Carthagène sur le principe de précaution ou celui de Kyoto ? Dans le domaine social, aurait-on obtenu un engagement des chefs d'État lors des conférences de l'ONU, avec l'engagement sur les Objectifs du millénaire pour le développement ? Sans la pression des ONG, où en serait-on en matière d'aide publique au développement ? Sans Jubilé 2000, qui aurait animé le débat sur la dette des pays du Sud ? Parlerait-on aujourd'hui de taxes internationales ? Dans le domaine du droit international, y aurait-il un droit humanitaire et un droit de la guerre sans la Croix-Rouge et, plus récemment, sans nos organisations humanitaires ? Y aurait-il interdiction des mines antipersonnelles sans l'action de quelques ONG, au premier rang desquelles Handicap international ? Sans Amnesty International, la négociation sur la création de la Cour pénale internationale aurait-elle seulement été lancée ? Enfin, et c'est peut-être l'essentiel, sans certains mouvements citoyens, la mondialisation aurait-elle été questionnée ?

Vous jetez les bases d'une participation plus active des citoyens en vous référant au pouvoir d'influence des ONG. Est-ce que l'on n'attend pas trop d'elles aujourd'hui, et l'action non gouvernementale est-elle légitime ?

Vous évoquez là deux questions importantes et difficiles. Celle de la qualité de l'expertise des ONG, eu égard à la complexité des négociations, ne peut avoir de réponse satisfaisante que par l'organisation de collaborations avec des experts, par exemple des équipes scientifiques et universitaires. Avant la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hongkong, en décembre 2005, la commission « agriculture et alimentation » de Coordination Sud a organisé, avec des équipes du Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), de Sciences-Po, du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), du Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement (Gemdev) et d'universités étrangères, trois séminaires d'échanges sur les sujets-clés et polémiques de la négociation. Mais, les ONG doivent aussi disposer en leur sein d'une expertise, salariée ou bénévole, de haut niveau. Les commissions, réseaux, plates-formes thématiques ad hoc contribuent à sanctuariser et à actualiser une telle compétence.

La question de l'organisation internationale des ONG est encore plus complexe. J'explique les logiques et processus qui permettent, à partir de l'extrême diversité des ONG, de créer à la fois des acteurs collectifs internationaux et des positions qui peuvent être portées par ces acteurs et, avec eux, par les milliers d'ONG qui les composent. Concord, qui réunit les fédérations nationales d'ONG des pays de l'Union européenne, représente donc plusieurs centaines d'organisations. Coordination Sud prépare les conférences internationales avec trois autres fédérations nationales : l'Abong (Brésil), Vani (Inde) et le Congad (Sénégal). Dans cette même logique d'organisation, ces trois fédérations s'efforcent de vivifier des coopérations régionales dans leurs régions et leurs continents. Nous avançons vers des coalitions internationales sans méconnaître notre diversité.

Votre longue expérience des processus diplomatiques vous conduit à décrire les objectifs de

l'action non gouvernementale. Estimez-vous qu'il y a urgence à construire ce que vous appelez la gouvernance démocratique ?

La gouvernance mondiale, qui n'a guère évolué depuis la création de l'ONU, laisse en effet à désirer. Déjà, la démocratie représentative est biaisée, particulièrement dans les institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Mais aussi à l'ONU, qui doit être la « clé de voûte » de l'architecture mondiale. Nous allons plus loin et nous demandons que s'engage une véritable réflexion sur la construction d'une gouvernance démocratique qui, loin de contredire la démocratie représentative, doit la prolonger.

Pourquoi avons-nous cette audace ? Tout d'abord parce que nous n'avons pas une totale confiance dans toutes les démocraties nationales qui fondent la gouvernance mondiale, mais aussi parce que, même si tous les pays étaient profondément démocratiques, cela ne résoudrait pas l'accès à la gouvernance de milliards de femmes, de jeunes de moins de vingt et un ans, de paysans, de pauvres à moins de deux dollars par an, sans parler des générations à venir à qui nous allons laisser un monde dégradé et des montagnes de dettes sans qu'elles puissent se faire entendre.

Toutes ces catégories, qui sont celles de handicapés de la démocratie, doivent pouvoir s'organiser pour accéder à la gouvernance. Je suis bien conscient que la mise en œuvre de ces idées pose des problèmes très complexes. Nous devons proposer des solutions institutionnelles et répondre aux questions de leur légitimité, de leur représentativité et de leur efficacité. Je m'y suis essayé dans ce livre avec le souci d'être réaliste et concret ! Si, dans le cadre de la réforme de l'ONU, son secrétaire général, Kofi Annan, nous demande demain de lui proposer les voies et moyens d'un dialogue avec les organisations de la société civile, voire de proposer une instance légale pour manifester un partenariat entre l'organisation intergouvernementale et une composante représentant les ONG, nous devons pouvoir lui répondre.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN  
**La diplomatie non gouvernementale, les ONG peuvent-elles changer le monde ?**, Henri Rouillé d'Orfeuil, éditions Charles Léopold Mayer, collection « Enjeux planète », 208 p., 14 euros.

# Rony Brauman ou l'expérience du concret

Dans un livre d'entretiens, l'ancien président de MSF livre un premier bilan critique d'une existence fondée sur la nécessité de penser ses actes, quelle que soit l'urgence d'agir.



Le 26 décembre 2004, le tsunami qui déferle sur les côtes d'Asie du Sud-Est provoque une émotion sans précédent. La présence de très nombreux touristes étrangers sur les plages thaïlandaises ne fait qu'accroître la prise de conscience du désastre advenu, alors que bien d'autres catastrophes naturelles par le passé n'ont pas mobilisé à ce point l'opinion publique internationale. Alors qu'ils s'arrachent à prix d'or les images « d'amateurs », les médias occidentaux contribuent immédiatement à un afflux impressionnant de dons en direction des organisations humanitaires. Celles-ci reconnaissent d'ailleurs dès les premiers jours n'avoir jamais reçu autant d'argent en si peu de temps. Or, le 3 janvier 2005, TF 1 organise une « soirée spéciale » en direct afin de poursuivre la collecte d'argent. Quelques minutes avant le début de l'émission, les invités (dont Bernard Kouchner) réunis sur le plateau entendent le présentateur du journal, Patrick Poivre d'Arvor, annoncer la raison de l'absence du président de Médecins sans frontières (MSF), Jean-Hervé Bradol, qui s'est décommandé quelques heures plus tôt.

La plus connue des organisations humanitaires déclare n'avoir plus besoin d'argent pour cette catastrophe, ajoutant toutefois que les dons sont les bienvenus pour les autres « terrains » où ils manquent cruellement. Sachant depuis longtemps que ce type de catastrophe provoque généralement un grand nombre de morts mais peu de blessés, MSF explique ainsi que les sommes reçues sont désormais supérieures à ses capacités d'action dans les zones ravagées. Comme souvent depuis sa création, MSF vient encore une fois de se démarquer de ses confrères, au nom du respect de la volonté initiale des donateurs.

Revenant sur cet épisode qui fit de MSF la cible d'attaques tous azimuts d'une extrême violence, son ancien président, Rony Brauman, persiste et signe, n'hésitant pas – avec un brin d'ironie – à parler de « l'urgence » qu'il y avait là, pour l'association de médecins, à s'exprimer en ce sens... Cette prise de position est l'un des exemples récents de la volonté de Médecins sans frontières de se tenir à une certaine éthique dans ses combats. Rony Brauman, dans un livre d'entretiens menés par la journaliste de *Télérama* Catherine Portevin, revient aujourd'hui sur son parcours de médecin humanitaire à MSF où, par principe, seuls « le contexte et la situation des acteurs déterminent le caractère humanitaire d'une action ». C'est justement cette attention extrême au contexte, en dehors de tout pré-supposé idéologique, qui fut pour lui une véritable ligne de conduite au quotidien, depuis son départ au Bénin pour une petite association catholique en 1977.

D'abord jeune militant anarchiste au lycée Lakanal, ce fils d'immigrés juifs polonais a découvert très tôt la politique. Né en Israël d'un père officier de l'armée secrète sioniste, la Hagannah, puis de Tsahal, il rejoint après mai 1968 les « maos » de la Gauche prolétarienne (GP) et partage l'engouement pour la Révolution culturelle chinoise, qui semble alors « revitaliser » l'idéal communiste... Il ne se sent pourtant pas très à l'aise dans une organisation, officiellement sans chefs, qui

dénigre le mouvement féministe (« des histoires de petites-bourgeoises ») mais dont les dirigeants usent d'une « violence perverse qui était celle d'une hiérarchie qui ne s'assume pas ». Après quelques bagarres avec des étudiants d'extrême droite, il quitte la GP au moment de l'affaire de Bruay-en-Artois, quand « l'orga » se montre sous son jour le plus sectaire, et se met à lire avec frénésie : Foucault, Ivan Illich, Bourdieu, avant de découvrir la philosophie d'Hannah Arendt, dont, toute sa vie, il garde en mémoire la mise en garde adressée aux intellectuels « qui cherchent la vie dans les livres en dépit de l'expérience concrète ».

Après le Bénin, le jeune médecin rejoint MSF presque par hasard en 1978 : l'organisation recherche en effet un remplaçant pour partir sur le champ en Thaïlande, où affluent des réfugiés du régime communiste laotien. C'est le début d'une aventure qui le mène aux quatre coins de la planète pour soigner, selon les principes de l'organisation, « sans distinction de race ni de politique ». L'ancien gauchiste secourt alors les très nombreuses victimes des régimes stalinien de la péninsule indochinoise. Les premiers fondateurs de MSF, Bernard Kouchner en tête, viennent tout juste de quitter l'organisation pour fonder Médecins du monde, et défendent, selon Rony Brauman, une conception de l'humanitaire trop axée sur le « témoignage », le « vedettariat » et l'utilisation des médias. MSF, pour sa part, souhaite s'en tenir à des actions concrètes, efficaces et autonomes sur le terrain.

Devenu président de MSF en 1982, Rony Brauman est alors en première ligne face aux diverses tragédies de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, des *boat people* vietnamiens à l'Angola, de la Somalie au génocide rwandais. Avec l'Ethiopie, en 1985, où le régime stalinien de Mengistu déporte une partie de sa population tout en détournant l'aide internationale récoltée grâce aux premières grandes opérations médiatico-humanitaires des concerts *Band Aid*, les médecins de MSF découvrent l'utilisation cynique des actions humanitaires par certains États pour leurs propres logiques de pouvoir. Alors que les associations humanitaires sont devenues des acteurs internationaux de premier plan, la fin de la guerre froide donne bientôt naissance au paradoxe que sont les « guerres humanitaires » sous couvert d'un nouveau « droit d'ingérence » défendu par Bernard Kouchner, devenu « ministre de l'humanitaire » en 1988...

Après avoir quitté la présidence de MSF en 1994, Rony Brauman se consacre notamment à la réalisation du film *le Spécialiste* (1), après avoir retrouvé les images d'archives du procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem en 1961. Il travaille alors en profondeur la question de la mémoire de la Shoah et de son usage au sein de la vie politique israélienne (et au-delà). Militant de la paix au Proche-Orient, il s'attire ainsi nombre de critiques – voire de menaces – au sein même de la communauté juive, puisque, là encore, il refuse de nier les droits du peuple palestinien au nom d'une quelconque idéologie du « devoir de mémoire ». Ce livre d'entretiens est en tout cas l'occasion pour lui de livrer un premier « bilan autobiographique » et critique d'une existence où, à chaque nouvel épisode, il lui a fallu refuser de laisser « l'urgence d'agir neutraliser celle de penser ses actes ».

OLIVIER DOUBRE

**Penser dans l'urgence. Parcours d'un humanitaire.** Entretiens avec Catherine Portevin, Rony Brauman, Seuil, 272 p., 21 euros

(1) En DVD, Editions Montparnasse

## Un acteur mondial

Deux ouvrages sur les ONG. Et beaucoup de questions en suspens.



Les organisations non gouvernementales ont gagné galons et légitimité au plus haut niveau : c'est la démonstration tentée par l'ouvrage collectif *Les ONG dans la tempête mondiale*, édité à l'occasion des dix ans de Coordination Sud, le plus vaste rassemblement français d'ONG – plus de cent. L'adoubement vient même du ministre délégué à la coopération, qui estime en introduction que « la coopération non gouvernementale est parvenue à maturité ». Pour la parole des « partenaires du Sud », qui constituent la justification existentielle des ONG, il faut attendre la dernière partie de l'ouvrage. Voilà pourquoi, malgré l'excellence de la plupart de ses contributions, produites par des acteurs chevronnés et à l'engagement indiscutable, cet ouvrage, sous-titré « Nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde solidaire », reste surtout un outil de capitalisation, utile mais cantonné à l'abri de ses problématiques traditionnelles : obtenir la reconnaissance du « gouvernemental » (les ONG n'ont jamais réussi à se départir de ce vilain sigle en négatif, inventé par l'ONU), « combattre la pauvreté, priorité absolue » (c'est la feuille de route de la Banque mondiale), sans interroger les fondements du modèle qui engendre la pauvreté, etc.

Le programme de travail des ONG françaises, exposé pour les dix ans à venir, ne consisterait-il qu'à faire mieux que les institutions internationales, dans le cadre qu'elles imposent, et à ne pas faire de politique ? On aurait notamment aimé que soit affrontées de manière plus centrale quelques « tempêtes intérieures » : quelles révisions d'un concept de développement sous-tendu par une croissance économique continue, suicidaire au niveau planétaire ? De quelle légitimité démocratique les ONG peuvent-elles se prévaloir, alors qu'elles accèdent au rôle d'acteur mondial et interpellent avec constance les acteurs de la mondialisation économique sur le sujet ? Quelles articulations avec les nouveaux acteurs de la société civile internationale qui forment le gros des troupes de forums sociaux, depuis 2001 ?



Avec *Volontaire en ONG : l'aventure ambiguë*, l'historienne Amina Yala se penche sur l'une des modalités les plus fantasmagiques de l'exercice de la solidarité internationale : l'engagement sur le terrain. Les volontaires qui partent pour quelques mois ou quelques années vivent d'abord une aventure personnelle, ancrée dans l'idée que

l'aide se fait au plus près de ceux qui en ont besoin, mais aussi pour une quête de soi qui apporte son lot d'ambiguïtés et de richesses, souligne l'auteure. Dans un monde du travail en pleine évolution, le volontariat est aussi une modalité d'emploi à part entière, de flexibilité consentie et modestement rémunérée, que les ONG ont depuis longtemps intégrée dans leur mode de fonctionnement. Les vraies questions surgissent généralement à l'heure du retour.

Patrick Piro

*Les ONG dans la tempête mondiale, collectif, éd. Charles Léopold Mayer, 280 p., 15 euros*  
*Volontaire en ONG : l'aventure ambiguë, Amina Yala, éd. Charles Léopold Mayer, 237 p., 15 euros*



# « Une culture politique commune »



Annick Coupé, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, livre son bilan du quatrième Forum social européen (FSE), qui s'est tenu à Athènes du 4 au 7 mai.

Loin de ses bases traditionnelles, enjeu des bisbilles de la gauche grecque, le FSE est-il tombé dans le piège athénien ?

**Annick Coupé :** Il existait des inquiétudes : la mouvance sociale n'était-elle pas essoufflée ? Les questions sociales et européennes allaient-elles passer au second rang, sous la pression de groupes d'extrême gauche poussant des lutttes internationales (guerre, racisme, etc.) ?

Ces craintes ont été démenties, et il faut saluer l'organisation grecque pour ce résultat. D'abord parce que ce FSE a montré que l'élargissement de la base des mouvements sociaux se poursuit, avec une ouverture aux pays d'Europe centrale, aux Balkans, à la Russie, à la Turquie. C'est un saut qualitatif, même si la fréquentation a été un peu moindre qu'à Paris ou à Londres, mais on s'y attendait : en Europe, l'altermondialisme a pris corps à l'Ouest. Ensuite, le programme n'a jamais été aussi tourné vers les questions européennes et sociales qu'à Athènes. Ce forum est donc pour moi une réussite.

**Les médias l'ont largement boudé, pourtant.** En France, on a beaucoup entendu que les forums se banalisaient, qu'ils étaient dépourvus d'enjeux. Certains articles frisent même le mépris... De nombreux médias ne comprennent pas ce qu'est la construction d'un mouvement social à cette échelle. Il faut se rappeler que le premier FSE a eu lieu en 2002 ! Tout cela reste d'une grande nouveauté et d'une complexité inédite face aux habitudes de luttes anciennes. Ce qu'Athènes a démontré, c'est que la volonté de poursuivre cette construction était intacte.

**Qu'est-ce qui bouge ?**

Les premiers forums en restaient à la description de l'état des lieux et à la dénonciation. Aujourd'hui, nous avançons dans l'élaboration de politiques communes alternatives. La progression du travail en réseau me semble le résultat le plus net d'Athènes, c'est une production concrète, issue du processus des forums sociaux. Réseaux éducation, santé, services publics, solidarité avec la Palestine, Charte de nos droits pour une autre Europe, etc. : c'est un élément important de la construction d'un mouvement social européen, qui constitue pour moi un enjeu de fond. Et plus spécifiquement que lors des forums mondiaux, car nous disposons, avec l'Union européenne, d'un espace politique, de cibles et d'enjeux identifiés.

Nous assistons au développement d'une prise de conscience fondée sur l'opposition aux politiques néolibérales et sur la volonté de construire des alternatives. La Charte des principes pour une autre Europe, bien qu'elle



Les militants d'Amnesty International manifestent lors du Forum social européen à Athènes.

ne progresse qu'avec lenteur – mais nous venons de loin ! –, me paraît à ce titre un outil de première importance. Ce sentiment d'appartenance, revendiquant une culture politique commune transcendant les enjeux nationaux, n'est pas une vue de l'esprit. Il n'est pas toujours palpable, mais il diffuse par capillarité, constamment, agrégeant à chaque nouveau forum d'autres acteurs, de nouveaux individus, issus d'horizons renouvelés.

**Certains estiment que les forums dispersent leur énergie. Devraient-ils concentrer leurs efforts sur quelques mobilisations clés ?**

Les forums européens sont pilotés par une « Assemblée européenne de préparation » dont la caractéristique principale est d'être totalement ouverte. Cela alourdit le travail, mais c'est aussi l'outil qui permet d'intégrer le plus largement possible. Même s'il faut parfois en passer par des blocages, notamment sous l'influence de groupes minoritaires décidés – le Socialist Workers Party anglais et ses branches européennes ou la Ligue pour une V<sup>e</sup> Internationale, par exemple.

Je pense cependant qu'il faut aussi travailler à des moments de convergence dans la contestation du néolibéralisme. Mais ce n'est pas simple, c'est une élaboration lourde. J'en identifie une ébauche avec l'assemblée des mouvements sociaux qui clôturé les forums. Mais la déclaration qu'elle produit ne résout pas la question de la méthode. Il faut que nous réfléchissions à la manière d'articuler le travail des réseaux. Ce sont eux qui doivent être au cœur des propositions qui sortent des forums.

Une seule fois nous sommes parvenus à aller plus loin, en 2002 à Florence, avec l'appel à la grande mobilisation internationale anti-guerre du 15 février 2003. Mais elle s'imposait par son évidence. Notre prochain objectif commun sera le sommet des chefs d'État européens et la réunion du G8 en Allemagne, en juin 2007.

**La question, autrefois épineuse, d'une nécessaire distance entre mouvements sociaux et partis politiques semble se dissoudre...**

Elle est peu à l'ordre du jour dans des pays comme la Grèce, où des liens quasi organisationnels existent entre ces deux types d'acteurs. La question est plus sensible en France, car les mouvements sociaux redoutent toute tentative de récupération. Mais je trouve que les tensions sont moins fortes aujourd'hui. La campagne contre le traité constitutionnel européen a notamment montré qu'il était possible de travailler ensemble dans le respect.

**Aucun lieu ni date pour le prochain FSE. N'est-ce pas contradictoire avec les satisfactions d'Athènes ?** La Belgique a été pressentie. L'Allemagne aussi, mais les tensions politiques à gauche et au sein du mouvement syndical ont reporté le projet. C'est un peu gênant, et cela peut accrédi ter l'idée d'une panne. Mais j'y vois surtout la volonté de prendre le temps de changer de rythme, pour passer, comme il en est question depuis un moment, à un forum biennal. La décision devrait être mûre en septembre prochain.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK PIRO

## L'ours des Pyrénées

Pendant que nos gouvernants s'empê trent dans leurs querelles intestines, quitte à montrer que les problèmes des Français, aggravés par l'incurie politicienne, ne sont pas au premier rang, hélas, de leurs préoccupations, les médias eux non plus ne changent pas. Ainsi, on voit réapparaître, à la suite du conflit autour de l'ours des Pyrénées, la théorie simpliste selon laquelle les lâchers d'ours seraient imposés par l'État et les « écolos » à une population rurale unanimement opposée à cette initiative. Il est en effet difficile d'obtenir des mêmes médias qu'ils disent la vérité, à savoir que, selon les sondages, la plupart des montagnards sont en réalité favorables à la réintroduction, que celle-ci a d'ailleurs initialement été proposée par des communes montagnardes de Haute-Garonne, que les mesures prises pour protéger les troupeaux ont permis de créer une centaine d'emplois de bergers et de techniciens. C'est même la raison pour laquelle les violences particulièrement odieuses de certains opposants à l'ours visent justement des élus et des montagnards favorables à l'ours. Je comprends, certes, l'émotion des éleveurs devant le retour des grands prédateurs, mais je constate aussi que certains d'entre eux ont créé l'Association pour la cohabitation pastorale, car ils estiment que, moyennant un bon gardiennage des troupeaux soutenu par la collectivité, le pastoralisme peut cohabiter avec l'ours. Finalement, sous prétexte qu'ils font des dégâts et véhiculent certains mythes, les grands prédateurs deviennent les boucs émissaires de la crise du pastoralisme, alors que celle-ci est due en fait à une PAC aberrante et à la baisse des cours de la viande liée à la mondialisation néolibérale, soutenue, et c'est un comble, par les mêmes journalistes approximatifs... Dans ce contexte, se prenant pour de grands spécialistes et prétendant expliquer la nature aux naturalistes, certains journalistes, du haut de leur tribunal parisien, toujours goguenards dès qu'il s'agit d'animaux sauvages, nous ont expliqué dans les colonnes du *Monde* à quel point l'ours serait dangereux pour l'homme. Amalgamant les ours bruns européens avec leurs cousins plus agressifs (grizzlis, ours polaires), ces journalistes omettent de rappeler qu'en Europe les attaques d'ours sur des personnes sont infiniment plus rares que les accidents de chasse ou, *a fortiori*, que les morsures de chiens. Sans parler des accidents de la route. Censurant le plus souvent les associations de protection de la nature, ces journalistes donneurs de leçons se gardent de dénoncer les violences et les abus de certaines catégories de chasseurs et de paysans, auxquelles la fameuse et très sélective tolérance zéro n'est guère appliquée. Ils oublient, enfin, de rappeler que les associations de protection de la nature participent à la mise en place des mesures d'aides aux éleveurs, grâce à l'écovolontariat, et que la faune sauvage, grâce à l'écotourisme, peut contribuer au renouveau socio-économique du monde rural.

JEAN-CLAUDE COURBIS, CHAMBÉRY (SAVOIE)

## Un beau pays

Je vis dans un riche et beau pays dont la devise est liberté, égalité, fraternité.

J'ai la chance d'avoir, par ces temps de chômage, un bon boulot. Je travaille 40 heures, payées 35, pour une entreprise de la grande distribution, j'ai même quelques responsabilités. Je reçois un salaire correct et qui ferait plaisir à beaucoup de mes frères humains sur cette terre. Mon patron n'est pas un philanthrope, et, s'il m'emploie, c'est que je lui sers à gagner de l'argent. Il s'enrichit sur mon dos, cela ne fait aucun doute ! Pour aller bosser je prends ma bagnole, une belle bagnole, diront certains. Et donc je passe régulièrement à la pompe à essence. La multinationale qui me fournit une entreprise à but lucratif, elle gagne donc de l'argent quand elle me vend du carburant, et même pas mal de fric par les temps qui

courent. Elle s'enrichit sur mon dos, cela ne fait aucun doute ! J'ai la chance d'habiter un très bel appartement, disent-ils. Je ne suis que locataire, mais par les temps qui courent je dois m'estimer heureux de payer un loyer raisonnable par rapport au standing de l'immeuble, au quartier et surtout à la vue imprenable depuis le dernier étage. Mon propriétaire [...] possède de nombreux logements et il est plutôt cool sur certains loyers. Enfin, il ne fait pas ça pour la gloire, il a ses frais et ses charges, sa famille à nourrir, et donc il gagne de l'argent grâce à son parc locatif. Il s'enrichit sur mon dos, cela ne fait aucun doute ! Ce week-end, j'ai vu un film. [...] La salle était pleine. Pas de commentaires sur le scénario ou la réalisation, mais il y avait mon actrice favorite, c'était bien. Les gens aussi ont trouvé ça bien. Encore une grosse production qui va rapporter pas mal de fric. Ces gens ne sont pas des amateurs et il faut qu'il rentre

dans leurs frais, et plus si affinité. Ils s'enrichissent sur notre dos, cela ne fait aucun doute ! En sortant du ciné, je suis allé manger un truc dans un restaurant. Service minimum et qualité pas garantie. Mais c'est tout nouveau [...] et c'est à côté des cinés. Le patron n'est pas encore sûr d'avoir réussi, mais il espère que ça va marcher. Vu l'addition, il ambitionne certainement de gagner beaucoup d'argent avec son affaire. Et quand je vois ce que j'ai mangé et ce que j'ai payé, je comprends qu'il s'enrichit sur mon dos, cela ne fait aucun doute ! Mon banquier est un mec sympa. Comme je prévois d'acheter peut-être une maison, récemment, on a discuté de mes possibilités d'emprunt et de ce qu'il pourra me proposer. Il veut bien me prêter de l'argent à un taux raisonnable, et, avec les intérêts, une fois ses frais déduits, il lui restera bien quelque chose, son bénéfice. [...] Il m'a promis de me faire obtenir un compte spécial, avec autorisation de découvert automatique. [...] Bien sûr le taux d'intérêts est prohibitif, c'est pas de l'usure mais bon... [...] Quand même, ce banquier sympathique n'oublie pas son petit bénéfice. Il va s'enrichir sur mon dos, cela ne fait aucun doute ! [...] Je suis allé faire des courses dans un grand centre de distribution, un hyper, avec sa galerie commerciale attenante. [...] J'ai donc poussé mon caddie entre les rayons de la grande surface, et en regardant les étiquettes, au moins la provenance, le pays d'origine (pour ne pas subventionner les transports internationaux !), j'ai pris de quoi me nourrir pour la semaine. Et puis [...] je suis tombé sur le rayon des promos de vêtements de saison. Au fait, il me faudrait bien un nouveau pantalon, tiens, pourquoi pas un jean ? Justement, à 29,90 euros, c'est sans doute une affaire. [...] Je l'ai essayé, ça va pour la taille et la coupe. Je vais le prendre. C'est en regardant de nouveau l'étiquette qu'il s'est passé quelque chose de bizarre. Les lettres et les chiffres se sont mis à danser devant mes yeux [...]. J'ai lu ceci : « Prix d'achat : 3 euros, plus transport : 1 euro, moins TVA : 4 euros, bénéfice approximatif : 22 euros ! » Pas mal comme marge. Ça rapporte toujours de faire suer le burnous ou le sari ! Je ne l'ai pas pris. [...] C'est en faisant la queue aux caisses [...] que je me suis souvenu d'un type à la radio qui parlait des 800 % de marge sur les produits textiles dans la grande distribution ! Et c'est vrai qu'en France, toutes les grandes fortunes récentes se sont

faites dans ce secteur de l'économie. Et nous, nous faisons sagement la queue aux caisses, histoire d'apporter notre écot à ces chouchous du « cacarente » ! Ça fait une paye, si l'on peut dire, qu'ils s'enrichissent sur notre dos, cela ne fait aucun doute ! Quand je travaille, quand je roule en voiture, quand je suis à la maison et que je dors, quand je vais au ciné et dans un bar, quand j'emprunte de l'argent, quand j'achète de quoi me nourrir et me vêtir, à chaque fois que je bouge ou presque quelqu'un s'enrichit sur mon dos, cela ne fait aucun doute ! C'est la liberté, l'égalité, la fraternité de mon beau pays. Au fait, j'ai oublié de vous dire : l'esclavage a été aboli depuis déjà longtemps, reste la servitude volontaire. Cela ne fait aucun doute ?

JEAN NABIR (COURRIER ÉLECTRONIQUE)

## Évidence idéologique

Thomas Coutrot a beau être membre du conseil scientifique d'une association dont je suis adhérent (Attac), il ne parviendra pas à me convaincre que l'économie est une science (n° 899 de *Politis*). Il eût été préférable de ne pas commencer un article dit « A contre-courant » avec une « évidence » idéologique distillée chaque jour par la *lingua quintae respublicae*. Je conseille d'ailleurs à tous et à toutes la lecture du petit ouvrage de Eric Hazan, *LQR, la propagande du quotidien*.

ALAIN LEZONGAR

## DIFFUSION EN KIOSQUE DE POLITIS

– Si vous souhaitez connaître sans délai le point de vente le plus proche de votre domicile, de votre lieu de travail, ou même de votre lieu de vacances, où vous trouverez, chaque jeudi, *Politis* ;  
– Si vous souhaitez que votre marchand de journaux le plus proche soit, sous huitaine, approvisionné régulièrement en exemplaires de *Politis* ;

**appelez le  
01 42 46 02 20  
du lundi au vendredi  
de 10 h à 17 h  
ou envoyez  
un courrier électronique à  
contact@kdpresse.com**



LA VIE ASSOCIATIVE ET CITOYENNE

**RÉSISTANCES**  
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

**ÉCONOMIE SOLIDAIRE**  
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



**ÉCOLOGIE**  
Environnement, cadre de vie...

**CULTURE ALTERNATIVE**  
Théâtres de rue, friches, squats...

**SUR LE NET**  
L'action citoyenne sur la toile

**La séquence Action est coordonnée par Françoise Galland** avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), David Langlois-Mallet, (Culture), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

**Contacts :**  
Françoise Galland, 01 55 25 86 88, association@politis.fr

**Pour la partie Économie solidaire :**  
Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

## ASSOCIATIONS

# Le social sur le marché

Comme la santé ou l'école, le secteur social est grignoté par les opérateurs marchands. Ce qui remet en cause des pratiques et une philosophie fondées sur la solidarité, et invite à renouveler les politiques publiques.

Soit CPO pour « Conférence permanente des organisations professionnelles du social ». Un moyen que différentes organisations (1) du secteur social ont trouvé, en 2001, pour stabiliser une réflexion collective nationale autour de leurs pratiques. Cette année, cette conférence interprofessionnelle, qui se déroule le 19 mai à Paris, a choisi de s'interroger sur la marchandisation du social : « Le secteur marchand menace-t-il nos missions de service public ? » Un thème qui la « chatouille » depuis quelques années, mais menace de « virer au prurit », avertit François Cho-beaux, chargé des politiques sociales aux Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea).

En France, si les associations à vocation sociale sont largement incorporées dans l'action publique, l'intervention d'associations et de sociétés privées sur ce terrain ne date pas d'hier. Mais elle a toujours été plutôt marginale. Or, depuis quelques années, les opérateurs marchands font une percée significative dans le domaine du social. Ce n'est évidemment pas le « social de crise » (délinquance, exclusions, sans domicile fixe, banlieues, protection de l'enfance) qui est concerné, mais le « social de services », où les bénéficiaires sont solvables. À savoir les services à la personne – réunis par Jean-Louis Borloo sous des « enseignes » : baby-sitting, cours de rattrapage, ménage, jardinage, bricolage, soins aux personnes âgées... – ainsi que les formations des travailleurs sociaux. Un véritable marché qui attire entrepreneurs et grandes marques, comme Accor ou Sodexho.

« L'unité du secteur social, qui avait déjà du mal à se constituer, est en train de voler en éclats », diagnostique Michel Chauvière, sociologue spécialiste des politiques et pratiques sociales, président de l'association « 7-8-9 ; vers les états généraux du social » (2). Du fait, entre autres, d'un affaiblissement du rôle de la Direction générale des affaires sociales (DGAS), la situation serait difficile à maîtriser. La première ambition de la CPO est donc de collecter les expériences par secteur : l'action sociale, l'aide à domicile, l'accueil de la petite enfance, la formation, l'insertion. Et de tirer la sonnette d'alarme. Conseillère technique de la Fédération nationale des éducateurs de jeunes enfants, Catherine Pons évoque un numéro de l'émission « Capital » (sur M6) qui expliquait combien le secteur de la petite enfance était devenu lucratif pour les jeunes entrepreneurs. L'un d'eux avait monté une



L'ouverture des crèches au marché risque de remettre en cause l'égalité de traitement entre les enfants.

crèche en bénéficiant du Fonds d'aide à la petite enfance, qui couvre 70 % des frais sur ce type de projet. Son établissement proposait le service de base : la garde d'enfants. Mais toutes les activités d'éveil réclamaient un effort financier supplémentaire des parents ! Sa crèche, à l'architecture attractive, étant pourvue de multiples petits hublots intérieurs, les enfants qui ne participaient pas aux activités bonus se retrouvaient, de surcroît, à contempler leurs camarades plus chanceux derrière les vitres. « On sait que les places en crèche sont chères. Mais, au moins, ceux qui y sont accueillis ont-ils droit à la même chose. Si public et privé ont toujours travaillé ensemble, la multiplication d'établissements comme celui vanté dans « Capital » change la donne. Ils abolissent l'égalité de traitement », s'offusque Catherine Pons.

**Défaut de pilotage national,** décentralisation, lois Borloo : le contexte est favorable à la pénétration du modèle marchand sur un terrain historiquement public, *a priori* garant d'égalité et de qualité. Pour les travailleurs sociaux, les conséquences sont d'abord politiques : puisque les aides et les services sociaux relèvent à présent des pouvoirs locaux, l'ouverture du social à la concurrence implique une remise en cause des politiques publiques. Comment s'adapter ? Le deuxième problème touche à la philosophie du travail social. *Quid* de l'égalité de la prise en charge, de l'intérêt

de l'enfant, des droits fondamentaux, du lien social, ou de la solidarité nationale quand la tendance est à la territorialisation et à l'individualisation des services, avec la rhétorique – « usager », « contrat » – afférente ? « Les financements se diversifient (mécénat, Europe, ressources locales etc.) et les associations sont de plus en plus invitées à se comporter comme des entreprises, des prestataires de services », rappelle aussi Michel Chauvière. « Le secteur public doit-il décider d'abandonner une part de ses activités au secteur marchand ou accepter de rentrer dans la concurrence ? », s'interroge la responsable d'un Centre communal d'action sociale (CCAS) en banlieue parisienne. Le risque ? Voir émerger un secteur social à deux vitesses : un service public appauvri pour les plus démunis, et un service privé concurrentiel pour les autres.

INGRID MERCKX

(1) Association des instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques et de leurs réseaux (AIRE), Association nationale des assistants de service social (Anas), les Cemea, Éducation et société, la Fédération nationale des éducateurs de jeunes enfants (Fneje), l'Association nationale des conseillers en éducation sociale et familiale (France ESF), la Ligue des droits de l'homme-travail social, le Mouvement national pour la coordination en travail social (Mnpcts), Pratiques sociales, Témoins et solidaires.

(2) Également codirecteur avec Jean-Michel Belorgey et Jacques Ladsous de *Reconstruire l'action sociale*, Dunod, 288 p., 28 euros.

## ENTRETIEN

# « Repenser la solidarité »



Sociologue chercheur au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, Joseph Haeringer analyse les logiques véhiculées par la marchandisation du social.

Vous allez intervenir le 19 mai à la Conférence permanente des organisations professionnelles du social sur le thème « La marchandisation du social vue par l'économie et la sociologie ». Comment résumez-vous la situation ?

**Joseph Haeringer :** De nombreuses associations constatent une entrée du marché, notamment dans le domaine des aides à la personne : aide à domicile, aide aux devoirs ou aide aux personnes âgées. Les premiers acteurs en la matière se trouvent donc confrontés à des acteurs économiques d'un autre type : des sociétés capitalistes et même des grands groupes qui, bien souvent, prennent d'autres noms pour ne pas être immédiatement identifiés. Ce qui fait partie d'une stratégie commerciale : prendre des parts sur un marché en jouant la diversité. Le paysage social a commencé à se modifier dans les années 1980, quand l'État régulateur s'est mis à soutenir de nouvelles activités au nom de la création d'emplois. Tout était bon pour créer des emplois, même convertir d'habituels actions de solidarité familiale ou de proximité en services. Ceci s'est réalisé dans un contexte où nous sommes passés d'une société industrielle à une société de services. Les aides à la personne sont devenues un marché. Ce que les associations pionnières voient d'un assez mauvais œil.

Quels problèmes cela soulève-t-il ?

Jusqu'où cette logique de marchandisation du social va-t-elle s'étendre ? En tant qu'émanation libérale, elle fabrique de l'inégalité en clivant un domaine marchand rentable et un autre qui relèverait de l'aide sociale. Les associations vont-elles devoir se limiter aux publics en difficultés ? Vont-elles pouvoir former leurs personnels à la hauteur de leurs besoins ? La suite va dépendre de la manière dont les associations vont réagir. Trois stratégies s'offrent à elles. La première,

suicidaire, consisterait à se replier sur leurs pratiques et à se déconnecter de la réalité. La seconde serait de s'aligner sur la logique marchande au risque de perdre leur âme et de mettre en cause leur raison d'être. La troisième, que choisissent déjà un certain nombre d'associations, est de faire valoir d'autres aspects que la simple prestation de service : ne pas se contenter d'un acte technique mais le réinscrire dans le développement d'une utilité sociale et œuvrer au maintien des liens de solidarité. Si l'on prend l'exemple des personnes âgées : ne pas s'en tenir au soin mais aussi travailler à maintenir du lien social. Ce qui demande du temps et du savoir-faire.

Les acteurs sociaux s'inquiètent, par le biais de l'individualisation, de la solidarité sur laquelle se fonde leur travail. Qu'en pensez-vous ?

Les associations n'ont peut-être pas assez pris en compte la question de la personne. Le principe d'égalité ne doit pas devenir égalitariste : on ne peut pas défendre un service standard pour tout le monde. La solidarité, c'est s'assurer que les droits de tous sont reconnus et appliqués, mais c'est aussi apporter des réponses différenciées. Depuis vingt ans, on voit émerger des revendications de différenciation. C'est ce qui est en jeu dans les questions de pluralité culturelle et de discrimination. On doit le prendre en compte. Ce n'est pas faire le jeu du secteur marchand, qui se fiche de l'égalité. Il faut distinguer le libéralisme d'une certaine conception de la liberté qui s'articule avec l'exigence d'égalité dans une approche nouvelle de la solidarité. Les pouvoirs publics doivent repenser les aides à la personne dans une pluralité de registres économiques, dont celui de l'économie sociale et solidaire. Il ne faut pas opposer la liberté et l'autonomie des personnes fondée sur la solidarité.

PROPOS RECUEILLIS PAR INGRID MERCKX



L'aide à domicile tend à se transformer en « services » aux personnes.

## Agenda

**Gard :** le 23 mai, à 20 h 30, les Amis du Monde diplomatique organisent à la salle municipale de Saint-Julien-les-Rosiers une conférence-débat de Raoul Marc Jennar, docteur en sciences politiques et chercheur altermondialiste, sur le thème « L'Europe, un an après le 29 mai ». Entrée libre et gratuite.

Rens. : Bernard Souyris, 04 66 77 38 47, tornalplec@wanadoo.fr

**Pau :** les 15 et 16 juin, colloque organisé par l'Association nationale des intervenants en toxicomanie sur le thème : « Toxicomanies, addictions : quels modes de sorties ? » Quatre modules s'arrêteront sur les sujets suivants : « Guérir ou s'en sortir ? », « Arrêter, s'arrêter, se faire arrêter : histoire de trajectoire », « Ce ne sera jamais plus comme avant » et « Défilé de modes ». Palais Beaumont, rens : 01 43 43 72 38, secretariat@anit.asso.fr

**Fossoy :** les 2 et 3 juin, 5<sup>e</sup> Festival des mondes solidaires à Fossoy, dans l'Aisne. 30 000 spectateurs sont attendus par l'association organisatrice, Les Mondes solidaires, qui finance des actions de développement rural au Mali. Sont notamment au programme Simple Minds, les Têtes Raïdes et Yuri Buenaventura. Rens. : 03 23 71 00 05, humanitaire@mondes-solidaires.com

**Saint-Malo :** les 8 et 9 juin, le 21<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées débattira du thème « Liberté et sécurité, le droit au risque ». Seront abordées les notions de projet individualisé, du soin en toute liberté, de la qualité de la formation ou encore de la « bientraitance » comme gage de qualité. Palais du grand large, 1, quai Duguay-Trouin, 35000 Saint-Malo, 04 91 14 00 40.

**Aubagne :** le 1<sup>er</sup> juin, la Fonda Provence-Alpes-Côte d'Azur organise un colloque sur les effets de la décentralisation dans le secteur associatif. Seront abordés la question des continuités et ruptures dans la politique de décentralisation de 1981 à nos jours, les effets dans le champ de l'insertion ou encore la mobilisation des associations dans la composition et l'animation des conseils de développement. Maison de la vie associative, 04 91 33 37 40, rousset.jocelyne@neuf.fr

**Lille :** le 8 juin, conférence sur le thème « Accueillir les gens du voyage », organisée par le syndicat mixte des gens du voyage Lille métropole et le réseau Ideal. La journée sera notamment consacrée à la scolarisation des enfants du voyage en regard du programme d'actions mis en œuvre par l'inspection académique du Nord. Rens. : Véronique Durand (Réseau Ideal), 01 45 15 13 24.

**Paris XIV<sup>e</sup> :** le 29 mai, de 20 h à 23 h, le mensuel la Lettre de BRN organise un grand débat (amphithéâtre de 300 places) sur l'Europe, avec la participation d'invités de plusieurs pays communautaires. Un an jour pour jour après la victoire du « non » au TCE, ce débat aura pour thème : « La Constitution européenne est morte, comment en finir avec l'Europe pour reconquérir le social et la politique ? » Amphithéâtre Bruxelles, Fiap Jean-Monnet, 30, rue Cabanis, www.lereseau.brn.free.fr



RÉSISTANCES

**SPORT**  
**Rugby éducatif**  
Les habitants de Morlaix et des environs ont rendez-vous les 19, 20 et 21 mai pour le Challenge national de rugby des Instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques (Itep). La compétition s'adresse à des enfants relevant de l'éducation spécialisée et a pour but de « faire découvrir le rugby comme moyen de maîtrise de soi, de respect des règles et des autres ». Le tournoi se veut également un « lieu d'échanges et d'intégration sous le signe du fair-play ». Localement, l'événement permet de mettre en relation des associations de nature différente et des partenaires économiques autour de valeurs partagées sur l'aide à l'enfance. Les 24 équipes de 7 joueurs



AFP

et 2 éducateurs et leur staff, soit plus de 250 personnes, procèdent actuellement aux derniers réglages. Avant le verdict du terrain.  
**Fondation Masse Trévidy-Itep de l'Ancrage, route de Paris, 29610 Plouigneau,**

02 98 88 04 61,  
<http://cnritep.free.fr>,  
[trevidymorlaix@wanadoo.fr](mailto:trevidymorlaix@wanadoo.fr)

**SANTÉ**  
**Avis tranché**  
Le Conseil national du sida (CNS), créé par décret présidentiel le 8 février 1989, s'inquiète de l'accès aux soins pour tous les patients, « quel que soit leur statut juridique », et au droit au séjour pour soins, qui constitue « une disposition essentielle pour lutter efficacement contre l'épidémie ». Alors que le projet de loi sur l'immigration

actuellement en discussion à l'Assemblée menace de remettre en cause la prise en charge sanitaire des étrangers malades, le CNS rappelle que « toute mesure qui affecterait les conditions de stabilité des étrangers risque d'avoir un impact négatif sur la santé publique ». Il est ainsi « essentiel » pour les personnes étrangères vivant avec le VIH de pouvoir être prises en charge en France, « car, bien souvent, dans leurs pays d'origine, l'effectivité de l'accès aux traitements et au suivi médical est très



AFP

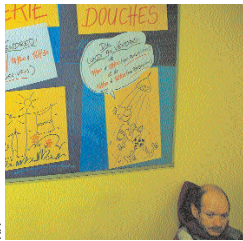
événements de San Salvador Atenco – qui avait reçu le mouvement zapatiste « l'Autre Campagne » quelques jours avant les violences – montrent que le gouvernement mexicain « est prêt à la logique du pire et à utiliser la répression la plus féroce contre ceux qui luttent en bas, à gauche », selon les mots du Collectif de solidarité Chiapas-Mexique-Toulouse.  
**Collectif de solidarité Chiapas-Mexique-Toulouse, c/o Canal Sud, 40, rue Alfred-Duméril, 31400 Toulouse, chiapas.31@no-log.org**



AFP

loin d'être assurée ». Une prise en charge précoce permet en outre d'éviter de coûteux traitements. Le CNS rappelle que les conditions de vie précaires constituent des éléments préjudiciables à la santé des personnes, à la mise en œuvre de comportements préventifs et à l'accès aux soins des patients concernés. À bon entendeur...  
**CNS, site : [www.cns.sante.fr](http://www.cns.sante.fr)**

**MEXIQUE**  
**Sanglante répression**  
Les 3 et 4 mai, une violente répression s'est abattue sur la population de la ville de San Salvador Atenco, au Mexique, dans l'État de Mexico. Depuis plusieurs semaines, les autorités municipales essayaient d'empêcher les vendeurs ambulants du marché de la ville voisine de Texcoco d'y exercer leur activité, tout en octroyant un vaste espace à Wal-Mart pour construire un centre commercial. Le bilan des manifestations fait état de centaines d'arrestations, d'un mort, de nombreux blessés graves et de plusieurs personnes disparues. Les



AFP

SUR LE NET

**Cacophonie au PS**  
Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en matière de droits d'auteur il y a divergence au PS. Alors qu'à l'Assemblée quelques députés PS avaient ferraillé dur pour défendre la licence globale, d'autres, comme Anne Hidalgo ou François Hollande, pour ne citer qu'eux, s'étaient exprimés contre. Lors de l'examen au Sénat, les dissensions ont persisté. Le sénateur PS Michel Charasse s'est prononcé pour la suppression des dispositions de l'article 7, instaurant une obligation d'interopérabilité des DRM destinée à protéger aussi bien les consommateurs que le logiciel libre. Une mesure pourtant soutenue par ses collègues de l'Assemblée. Catherine Tasca a, quant à elle, estimé que les sanctions étaient essentielles. Dimanche 7 mai, alors qu'avait lieu à Paris une « marche pour les libertés », initiée, entre autres, par StopDRM, April et Euclid.info, Ségolène Royal donnait à

par les deux chambres différaient sensiblement. C'est le cas. Le Sénat a, entre autres, introduit une nouvelle autorité indépendante chargée d'inciter les éditeurs de DRM à divulguer leurs sources... tant que cela ne fausse pas la concurrence. Autant dire que ça n'arrivera pas souvent. On attend maintenant de voir si le ministre va tenir sa promesse.  
**[www.zdnet.fr/actualites/internet/0,39020774,39347759,00.htm](http://www.zdnet.fr/actualites/internet/0,39020774,39347759,00.htm)**

**Pomme de discorde**  
Le fabricant Apple n'entend pas laisser impunément dévoiler ses « secrets commerciaux ». Il poursuit en justice deux sites de presse informatique américains qui, ayant eu vent de l'un de ses futurs produits (un adaptateur permettant de brancher des instruments de musique sur ses ordinateurs), avaient publié l'information. Pas très « fair play ». Après tout, le travail de la presse spécialisée n'est-il pas de chercher à savoir ce que les autres industriels dissimulent ? Pour remonter à la source et identifier les indiscrets, Apple a tout simplement demandé que les courriers électroniques des journalistes mentionnant ce produit lui soient communiqués par leurs fournisseurs d'accès Internet. La cour de Santa Clara lui avait donné raison en mai 2005. Mais les journalistes ont fait appel. Une grande partie de leurs informateurs les tuyautent sous couvert de confidentialité et d'anonymat. Un jugement portant atteinte au secret des sources équivaldrait à les empêcher d'informer. Sans compter qu'il pourrait imposer une omerta allant bien au-delà des secrets commerciaux et toute à la faveur des multinationales. Le verdict est attendu en juillet.  
**[www.liberation.fr/page.php?Article=380037](http://www.liberation.fr/page.php?Article=380037)**



AFP

son tour sa position : « La rémunération de la création ne saurait justifier la généralisation du verrouillage des œuvres », affirmait-elle dans son communiqué, qualifiant de « logique passiste et simplificatrice » un projet de loi qui oppose les intérêts des créateurs à ceux du public. Sa déclaration ne contient cependant aucune suggestion pour sortir de cette logique. Rappelons que le ministre de la Culture avait maintenu l'urgence sur ce projet de loi, mais qu'il s'était engagé, devant une Assemblée qui lui reprochait cette précipitation, à faire procéder à une seconde lecture si les textes votés

BABIL WEB  
PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Le bon tour des Yes Men

Les Yes Men ont encore frappé. Ces artistes, spécialistes du canular et de l'usurpation d'identité, ont cette fois-ci pris pour cible Halliburton. Se faisant passer pour deux responsables de l'Unité de recherche en équipements d'urgence, ils se sont fait inviter par les organisateurs de la conférence « Catastrophe et perte » en Floride. L'intitulé de leur communication, « Halliburton résout le problème du réchauffement climatique », avait de quoi intriguer. Rappelons qu'Halliburton est le numéro un mondial des équipementiers pétroliers, et, de ce fait, un contributeur non négligeable à l'effet de serre ! La multinationale, dirigée jusqu'en 2000 par Dick Cheney, s'est vue attribuer, via sa filiale Kellogg Brown & Root, la gestion des puits de pétrole irakiens en 2003. Le gouvernement américain lui a également accordé de très lucratifs contrats pour la construction de camps militaires et la reconstruction des infrastructures civiles irakiennes (routes, hôpitaux et écoles etc.).

Devant un parterre d'industriels attentifs, les deux complices ont évoqué les risques que font peser les catastrophes naturelles sur la sécurité et la continuité de l'entreprise. Et le dilemme que constitue le changement climatique : « Si nous paniquons et si nous tentons d'arrêter, nous devons réduire les émissions de carbone de 70 %. Ce serait un coup dur pour notre business : l'intervention du gouvernement deviendrait la règle, et nous aurions jeté le bébé avec l'eau du bain. » Il convient de « préserver les gains dans une situation macroscopique de perte », ont-ils expliqué, d'où la nécessité d'« intégrer le désastre dans notre vision globale des affaires, et de faire en sorte que des dangers immédiats ne puissent pas interférer avec notre concept de sécurité générale à long terme ». Et de conclure que le meilleur facteur de sécurité (et de profit) est de maintenir non seulement la survie, mais la capacité des dirigeants « à garder la main sur les leviers du progrès ». Fort de cette démonstration, le professeur Northrop Goody, directeur de l'unité de recherche, a alors dévoilé la solution concoctée par Halliburton : la « SurviBoule », une unité de survie individuelle gonflable, équipée de tout le nécessaire pour s'alimenter, surveiller son état de santé, se défendre, et communiquer avec ses pairs. Le ridicule de nos deux compères se dandinant dans leurs costumes ubuesques n'a, semble-t-il, pas frappé les industriels, qui se sont contentés de leur poser quelques questions techniques.  
**[www.halliburtoncontracts.com/index.html](http://www.halliburtoncontracts.com/index.html)**



PHOTOGRAPHIE  
Du côté  
de Che...

Ernesto Raphael Guevara de la Serna, dit El Che, à l'origine fumeur de pipe, avait opté au temps de la révolution cubaine pour les cigares. Des barreaux dont il retirait, dit-on, soigneusement les bagues, pour ne pas faire de publicité à une marque en particulier. La pétunante icône révolutionnaire – et donc aussi ancêtre des antipub – sera au cœur d'une séduisante vente aux enchères de photos cubaines des années 1950-1960. Originaux de portraits du Che signés de grands noms (Alberto Korda, Osvaldo Salas, Perfecto Romeo), photos de reportage ou curiosités des clubs, des ateliers et des rues de La Havane.

Des clichés souvent sertis encore de leur cadre d'époque, qu'a chinés sur place un passionné, le jeune expert en tabacologie Arnaud Thomasson. On pourra se les offrir à partir de cent euros et plus, jusqu'à ce que le marteau retombe.

**Le Che et La Havane, vente aux enchères de photos, mercredi 24 mai, Hôtel Drouot, 33, rue Richelieu, 75001 Paris.**  
**Contact :**  
[arnaud.thomasson@tiscali.fr](mailto:arnaud.thomasson@tiscali.fr)

EXPOSITION  
Le syndrome  
du Shadock

La Shadock, semble-t-il, vit plus dans ses souvenirs que dans son époque. Le plébiscite des archives de l'INA récemment mises en ligne en témoigne, qui

a vu les internautes se jeter, par exemple, sur les Shadocks. Ces attachants et dérisoires personnages pompidoliens, bien à l'image de nos faiblesses collectives et donc du spectacle quotidien qu'offrent, à nos frais, nos dirigeants.

Pour revenir aux sources du phénomène, on jettera avec plaisir un coup d'œil (tout en s'en jetant un petit au comptoir du Lou Pascalou) sur l'exposition des dessins originaux de Jacques Rouxel. Le chaleureux rade de Ménilmuche, plus familier des émergences, des engagements et des métissages que des nostalgies, s'attendait-il à ce que le goût pour la brocante rejoigne à ce point l'actualité ?

**Les Shadocks, expo, projections et événements festifs jusqu'au 4 juin, Lou Pascalou, 14, rue des Panoyaux, 75020 Paris, 01 46 36 78 10, [www.loupascalou.com](http://www.loupascalou.com)**

DISPARITION  
Un esprit libre



« ICI ON NOIE LES ALGÉRIENS. » La main qui avait tracé le fameux graffiti sur le pont Royal, après les noyades collectives perpétrées en octobre 1961, est retombée. Jean-Michel Mension, plus connu sous le pseudonyme d'Alexis Violet, écrivain et militant anticolonialiste, un bel esprit libertaire, est décédé. Il laisse un fort souvenir à ceux qui l'ont côtoyé, dans la mouvance situ, à la LCR, au MIB ou chez les Indigènes de la République. Il laisse aussi des mémoires d'engagement, de culture et d'aventures amoureuses : *le Temps gaze* (éditions Noesis).

RENCONTRES  
Grenoble  
libertaire

« Pas besoin d'avoir lu tout Bakounine pour venir ! » nous préviennent les militants libertaires de Grenoble, curieux de nouvelles rencontres. Ils organisent un week-end culturel d'alternatives au capitalisme, balade à vélo, bal folk, conférence sur l'anarchisme, débat sur les prisons, sur les nanotechnologies. Grenoble oblige, ils demandent des comptes sur l'investissement de la ville dans les « techniques du minuscule », le nouveau nom de la surveillance : « Qui décide ? Que surveille-t-on ? Comment ? Qu'est ce qui se trame ? »

**Rencontres libertaires, du 18 au 20 mai, Adaep, 163, cours Berriat, 38000 Grenoble.**  
**Contact :** Groupe Jules Vallès/Arsep, Cap Berriat, 15, rue Georges Jacquet, 38100 Grenoble, [jules.valles@no-log.org](mailto:jules.valles@no-log.org)

Quartier  
équitable

Ce n'est pas parce qu'on habite dans les beaux-beaux quartiers qu'on ne

HISTOIRE

Le Front pop à Montreuil

On se plonge dans l'histoire ouvrière à Montreuil (93), où la ville organise de nombreux événements célébrant la révolte joyeuse, pacifique et efficace de la classe ouvrière sous le Front populaire. 1936 se décline en expos, repas de quartiers, projections ou même baptême de planeur à l'aéroclub.



Ce week-end, par exemple, après un saut historique à l'expo « 1936 et les années du Front Populaire », vous pourrez partir « À la conquête du temps libre », au travers de la visite d'une autre exposition de photos sur les acquis du Front populaire, semaine de 40 heures et congés payés, avant de vous rendre à la projection du film de Jean Renoir *le Crime de Monsieur Lange*, prélude à une immersion dans l'esprit des années 1930 qui vous conduira sûrement, bras dessus bras dessous, à la guinguette de la nuit des musées, faire la java avec les aminches. Un bon ressourcement, quand la lutte anti-CPE nous a donné des idées...

**Front Populaire, Montreuil 1936-2006, [www.montreuil.fr](http://www.montreuil.fr)**

va pas se montrer solidaires. Les écolos du quartier du Marais, à Paris, le prouvent en organisant un événement de bonne tenue autour de l'économie solidaire et du commerce équitable. Une grande fête qui est aussi un marché de petits producteurs vraiment éthiques, un village associatif de 80 exposants, en même temps qu'une occasion de se former aux enjeux et aux réflexions du commerce solidaire. À noter, le concert du *Conversatoire* de Bernard Lubat, samedi à 13 heures, et le débat du vendredi : « Peut-on sortir de la société de consommation ? »

Les invités des écolos du III<sup>e</sup> vont tenter de nous montrer une porte de sortie joyeuse, qui passe par le changement radical de nos habitudes, histoire d'aller un peu plus loin que l'achat bonne conscience de café équitable.

**Le Marais Solidaire, 3<sup>e</sup> édition, mairie du III<sup>e</sup> arrondissement, 2, rue Eugène Spuller, 75003 Paris. Vendredi 19 mai à partir de 18 h 30, samedi 20 mai à partir de 11 heures. [www.marais-solidaire.org](http://www.marais-solidaire.org)**

FESTIVAL  
Que d'Oh !



L'eau est notre bien commun. Une myriade d'événements culturels décline ce week-end une réflexion et un intérêt culturels pour le précieux élément dans le Val-de-Marne (94). Un département particulièrement bien pourvu (entre Marne et Seine), comme son nom le suggère. Un festival qui fait la part belle aux arts de la rue, mais aussi aux arts plastiques, avec plus d'une trentaine d'événements et de compagnies pour un week-end festif qui devrait attirer 300 000 personnes.

**Festival de l'Oh !, samedi 20 et dimanche 21 mai, dans de nombreux lieux du Val de Marne (94), [www.festival-oh.org](http://www.festival-oh.org)**

Guerre du papier



Cette troupe compacte en drapeaux argentins ne converge pas encore vers le Mondial de foot en Allemagne. Pour l'heure, elle bloque résolument, à Gualaquaychu, un passage frontalier avec l'Uruguay, ex-pays ami. Deux grosses usines de pâte à papier, finlandaise et espagnole, y sont installées, sur les rives du Rio de la Plata, et on les pressent fort polluantes, côté argentin. À raison. Mais, après des mois, le conflit vient de glisser dans le théâtre : la patrie en danger, le président Nestor Kirchner, à l'intransigence écologique insoupçonnée, a rejoint le front avec la grosse artillerie : le gouvernement au complet, et 80 % des gouverneurs ! Cerise sur le gâteau, afin que le monde sache : la « reine du carnaval » de Gualaquaychu a fait irruption, avec banderoles et en bikini, sur la photo de famille du récent sommet Europe-Amérique latine de Vienne !

GUYANE

Verrue dorée

Un projet de mine d'or industrielle, au cœur d'un site écologique, soulève une forte opposition.

Ça se passe « en France », mais tellement loin de la métropole : la Guyane, Eldorado de milliers d'orpailleurs illégaux, s'apprête à accueillir, avec la possible bénédiction des pouvoirs publics, une mine d'or industrielle à Camp caiman, sur les flancs de la montagne de Kaw, en plein cœur d'un site guyanais de très haute valeur écologique et biologique : on y recense notamment, dans les marais protégés situés à son pied, l'une des dernières colonies connues de caïmans noirs. Des richesses dont le recensement est d'ailleurs incomplet.

L'utilisation de composés au cyanure ou au nitrate de plomb, dans le processus d'extraction des paillettes d'or, a conduit à classer l'établissement « Seveso II », au nom des risques potentiels. L'enquête publique vient de s'achever, le déboisement a démarré, et l'industriel, le canadien Cambior, explique que toutes les précautions seront prises... mais demande une dérogation afin de pouvoir atteindre, dans ses effluents, une teneur en cyanure plus de dix fois supérieure aux limites acceptées en France !

PATRICK PIRO

Blaireaux !

Voilà un jeu d'extérieur qui nous rappelle les immenses progrès de notre civilisation : on lâche des chiens de chasse, qui débussent et acculent blaireaux, renards, etc., dans leurs terriers, que leurs propriétaires bipèdes défoncent à coup de pioches afin de saisir les bêtes pour les tuer, ou, éventuellement, les relâcher plus loin. Des confréries de chasseurs organisent un prochain « concours international de déterrage » à Saint-Bonnet Tronçais (Allier) du 25 au 28 mai. C'est en période de reproduction : pas grave, un arrêté ministériel couvre les réjouissances. Vite, protestez auprès du préfet, du maire, des organisateurs, via le site [www.cyberacteurs.org](http://www.cyberacteurs.org), à l'appel de nombreuses associations.

Zéro résidus

Jusqu'à 27 traitements pour une pomme ; 50 % des fruits, légumes et céréales cultivés en France contiennent des résidus de pesticides ; pour plus de 23 %, jusqu'à huit différents... Alors que les pouvoirs publics recommandent la consommation de fruits et légumes contre le cancer, nombre d'entre eux contiennent des résidus cancérigènes ! Alors, lavez bien. Mieux : mangez bio. Et puis informez-vous et participez à la campagne du MDRGF pour des aliments « zéro pesticides » ([www.pesticides-non-merci.com](http://www.pesticides-non-merci.com)). Deux mobilisations valent mieux qu'une : allez aussi signer la pétition de France nature environnement ([www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)).

Rev'la l'Clem !

Retour du Clemenceau aux chantiers navals de Brest qui l'ont vu naître il y a 50 ans... Les 14 partis de gauche locaux et les écologistes de tous bords lui ont préparé un accueil « triomphant », après la tentative honteuse d'aller le faire désamianter en Inde. Ce chantier aura lieu à Brest, et les militants le veulent exemplaire – garantie sanitaire, environnement, déchets – pour en faire une référence à Bruxelles, en vue d'établir des règles européennes drastiques en la matière. D'ici à 2010, quelque 50 navires militaires français, amiantés, iront à la casse.

CHANGER D'ÈRE

PAR THIERRY JACCAUD

Monsanto  
n'existe pas !

Quelle marée de bonnes nouvelles ! Conformément à la volonté des citoyens, le Parlement vient d'interdire la vente de semences OGM. C'était le 27 avril... en Pologne. Un moratoire de cinq ans sur la culture d'OGM en plein champ a été adopté. C'était le 27 novembre dernier... en Suisse. La compagnie Syngenta a été condamnée à 368 000 euros d'amende pour des essais illégaux d'OGM. C'était le 23 mars... au Brésil. Mais la France n'est pas en reste. Les tribunaux d'Orléans et de Versailles ont jugé le 9 décembre et le 12 janvier que les actions des faucheurs volontaires étaient légitimes, en raison de « l'état de nécessité » dans lequel ils se sont trouvés d'avoir à porter atteinte à la propriété privée pour éviter de possibles dommages sanitaires et environnementaux. Et la justice vient d'annuler des autorisations d'essais en plein champ d'OGM médicamenteux de la société Meristem Therapeutics.

De son côté, le Conseil d'État a annulé le 3 mai les autorisations d'essais de la société Monsanto France en Aquitaine, dans le cadre d'un recours intenté par le conseil général des Landes et son président, Henri Emmanuelli. On sait que Monsanto a fait saisir en 2005 et en 2006 les sommes disponibles sur les comptes bancaires de la Confédération paysanne, mettant à exécution un jugement de 2003 qui condamnait le syndicat paysan pour la destruction d'OGM en 1998 à Monbéquy, dans le Tarn. Or, le 28 avril, le juge de l'exécution du tribunal de grande instance de Bobigny, devant lequel la Confédération paysanne a contesté le bien-fondé des saisies déjà effectuées par la société semencière, a reconnu la validité des arguments purement formels présentés par le syndicat... démontrant l'inexistence juridique (!) de Monsanto France SA, pour irrégularités dans son inscription au registre des entreprises. En conséquence, le tribunal a prononcé l'annulation de la dernière saisie. La Confédération paysanne a annoncé qu'elle engageait les procédures nécessaires pour obtenir la restitution des autres sommes. Et le syndicat de s'interroger, faussement naïf, sur la légalité de toutes les activités OGM exercées par Monsanto en France ! De fait, l'inexistence juridique de la société paraît rendre nulles et non avenues les autorisations de culture d'OGM dont elle a pu bénéficier. De plus, l'argumentaire du Conseil d'État annulant les autorisations de maïs OGM dans les Landes est notamment fondé sur le fait que la Commission du génie biomoléculaire (CGB) n'a pas pu effectuer une évaluation sérieuse des risques, puisqu'elle n'avait pas été informée du lieu précis où devaient être réalisés les essais. Ce qui est le cas de tous les dossiers transmis à la CGB. Bref : les OGM sont illégaux. Reste au Parlement français à en prendre acte : rendez-vous début juin.

Thierry Jaccaud est rédacteur en chef de L'Écologiste, édition française de The Ecologist. [www.ecologiste.org](http://www.ecologiste.org)





En vente partout, dès le 3 mai, au profit des journalistes emprisonnés.

8,90 € seulement



# Action

## ÉCONOMIE SOLIDAIRE

### ENTREPRENDRE Culture, tourisme et transports

Dans le prolongement de l'appel à projets CréaRIF, lancé par le conseil régional d'Ile-de-France pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire, trois rencontres-débats sont organisées dans les mois à venir, à la Cité des métiers de la Cité des sciences et de l'industrie (Paris XIX<sup>e</sup>). La première aura lieu

vendredi 19 mai, de 14 h 30 à 17 h 30, sur le thème « Entreprendre collectivement dans le secteur artistique et culturel ». La deuxième, le mercredi 14 juin, parlera d'« Entreprendre dans le tourisme solidaire », et la troisième, le 12 juillet, de « Créer une activité de transport d'économie sociale, solidaire et de développement durable ». « Des professionnels de ces secteurs répondront à vos



questions, et ce sera l'occasion de les rencontrer pour mettre en place votre projet », précisent les organisateurs. Inscriptions : 01 55 31 90 75, diane.demareschal@cime.asso.fr

## COMMERCE ÉQUITABLE

### En être ou pas

Artisans du monde a refusé de signer l'appel pour intégrer dans la loi le commerce équitable local.

L'appel « Pour un commerce équitable partout, changeons la loi ! » commence à provoquer des débats, après son lancement le 2 mai par la fédération bretonne Breizh ha Reizh, Minga et la Confédération paysanne (Politis n° 900). « Ce texte intéresse beaucoup, affirme Michel Besson, directeur de Minga. Nombre d'organisations s'en emparent, et préparent des réunions internes pour en débattre avant de le cosigner. Le mouvement devrait prendre de l'ampleur avant l'été. » Les premiers signataires sont le Mouvement pour le développement solidaire, le réseau d'universitaires Cerises et le réseau catalan de commerce équitable Xarxa Consum, ainsi qu'une quarantaine de simples citoyens. Une position plus étonnante est venue de la fédération Artisans du monde, qui a annoncé le 5 mai, par communiqué, qu'elle refuse de cosigner cet appel. « Cette campagne vise à faire modifier l'article 60 de la loi française du 2 août 2005, qui définit le commerce équitable comme une pratique Nord-Sud, considérant que le commerce équitable devrait être universel et s'appliquer à l'ensemble des pratiques commerciales, au Nord comme au Sud. Nous ne pouvons qu'être d'accord », commence par expliquer la fédération. Avant d'expliquer pourquoi elle ne signe pas : « Faire retirer la loi, comme le demandent les signataires de cette campagne, reviendrait [...] à renoncer à la reconnaissance de cette dimension Nord-Sud et donc à une réglementation des pratiques actuelles, sans pour autant

garantir l'élargissement du commerce équitable aux pratiques locales. Faut-il courir ce risque ? » Ce communiqué est un brin contradictoire : d'abord il pose que l'appel veut changer la loi (ce qui est bien son intitulé), puis il l'accuse d'avoir pour objectif de la faire retirer. « C'est comme pour le CPE, plaide Laurent Levard, délégué général de la fédération. Dire qu'on veut changer la loi, c'est vouloir la retirer pour la remplacer par autre chose. Or, cette loi nous paraît être une initiative qui peut permettre de se protéger des dérives et des récupérations du commerce équitable, si la circulaire d'application est correctement

rédigée. Et à partir du moment où nous étions en discussion avec le gouvernement, nous ne pouvions pas dire en même temps qu'il faut changer la loi. » « Nous espérons que cette décision d'Artisans du monde n'est pas définitive », réagit Hervé Le Gal, de Breizh ha Reizh. La question du commerce équitable local sera à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'Artisans du monde, fin juin. Ce sera peut-être l'occasion d'un débat avec les groupes locaux, dont bon nombre s'investissent dans ce domaine, mais n'ont pas pu être consultés sur cet appel entre sa publication et la réaction de la fédération, trois jours plus tard. Celle-ci précise cependant que, signataire ou non, elle réfléchit aux critères d'un commerce équitable local et à son développement dans ses boutiques.

DANTE SANJURJO  
www.artisansdumonde.org/actualite,  
www.minga.net (Actualités)

## Agenda

– Vendredi 19 mai, à 20 h 30, conférence-débat sur « Mondialisation et destruction de la paysannerie », à Toulouse, à l'initiative d'Objectif bio et des Amis de la terre Midi-Pyrénées. En présence de Jacques Berthelot, auteur de la *Mondialisation, talon d'Achille de l'agriculture*, et de Jacques Maret, président de la commission Agriculture des Verts. Lieu : salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat, (M<sup>e</sup> Capitole).

– Samedi 20 mai, de 14 h à 18 h, au palais des congrès de Pontivy (Morbihan), réunion régionale de partage d'expériences sur les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap), à l'initiative de l'Amap du Pays de Pontivy. Objectifs : faire connaissance et échanger pour mutualiser les projets d'Amap et des outils (statuts, chartes, feuilles d'infos, recettes, site Internet...), et amorcer la réflexion sur la mise en place éventuelle d'une structure régionale. Rens. : Patrick Labarrière, 02 97 25 85 64, pondiamap@ouvaton.org, www.amap56.org

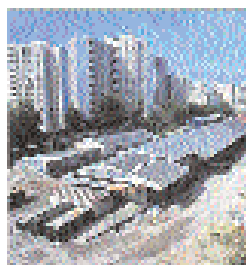
– Lundi 22 mai, à 20 h 30, première réunion du groupe décroissance de Vannes, au café-restaurant D'ici et d'ailleurs, à côté du pont de Kérino. Au menu : organisation du groupe, retour sur la marche bretonne de la décroissance, préparation de la fresque humaine à Notre-Dame-des-Landes, le 25 juin, et des états généraux de la décroissance équitable à Saint-Nolff, les 7, 8, et 9 juillet.

– Du 22 au 24 mai, à Brest, premier colloque international du Réseau euro-latino américain des études en économie sociale et coopératives (Rulescop), autour de trois axes : la transformation du monde du travail dans le secteur coopératif, le cadre étatique et la question de la pérennité des identités coopératives à travers le temps et l'espace. Rendez-vous à l'université de Haute-Bretagne occidentale. Rens. : jorge.munoz@univ-brest.fr

### RENDEZ-VOUS Un écoquartier à Paris

L'association les Amis de l'Écozac fêtera son premier anniversaire jeudi 18 mai au cinéma La Clef, à Paris, de 19 h 30 à 22 h. L'Écozac est un projet alternatif à l'aménagement du quartier de la place de Rungis, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, qui demande, après consultation de la population, d'opter pour une architecture et une structuration urbaine favorisant d'une part la préservation de l'environnement (économies d'énergie, transports doux, gestion locale de déchets, récupération de l'eau de

pluie, etc.) et, d'autre part, les démarches d'économie solidaire (jardins partagés, insertion, etc.). Un tel écoquartier serait une première dans Paris. Trois courts-métrages seront diffusés, relatant la construction d'écoquartiers en Allemagne (Fribourg), au Royaume-Uni (BedZED) et en Suède (Malmö). Suivront un point sur l'état d'avancée du projet Écozac et un débat. Un bar bio et équitable se chargera des rafraîchissements, avec jus de fruits, vins et thés issus d'une agriculture respectueuse des producteurs et de l'environnement, à prix solidaire (2 euros) ou de soutien (3 euros). Et pour les cenophiles qui voudraient soutenir l'association, la cuvée ÉcoZAC sera proposée. Rendez-vous au 21, rue de la Clef, Paris V<sup>e</sup>, M<sup>e</sup> Censier-Daubenton. Participation libre (conseillée à 5 euros). Rens. : Elsa Ghezzi, 01 45 81 15 22, 06 20 83 55 48.



## ENTRETIEN

### « Un travail à moitié fait »

Le président de l'association Bio-Équitable commente la loi sur le commerce équitable et annonce des partenariats avec Carrefour et les producteurs français.

Que pensez-vous de la législation qui se met en place et de la création d'une commission nationale du commerce équitable ? Des grands distributeurs vont-ils créer leur propre marque d'accréditation, concurrente de Max Havelaar et de Bio-Équitable ? André Deberdt : En ce qui concerne Bio-Équitable, nous avons toujours été favorables à la mise en place d'une réglementation claire pour le commerce équitable, comme cela a eu lieu pour l'agriculture biologique. Nous ne sommes donc pas opposés à une législation qui inclue la création d'une commission nationale, mais avec deux réserves. La première, c'est que nous n'avons jamais été contactés pour donner notre point de vue, ce qui nous semble anormal, et donc nous considérons que la réussite de cette commission dépendra de la représentativité des acteurs (hors représentants de l'État) qui la composent. D'autre part, nous sommes surpris que cette commission n'intègre pas clairement les garanties de contrôle qu'apporteront les organisations de commerce équitable agréées, ce qui nous semble primordial ; c'est comme si c'était un travail à moitié fait... Pour ce qui est de la possibilité, à terme, que des grands distributeurs créent leur propre marque, nous avons déjà connu cela en bio, et ce n'est pas pour cela que nous avons disparu, à ce que je sache ! Et puis nous savons pertinemment que, dans ces types d'engagements « labellisés », la marque privée attire bien plus le consommateur que les marques de la grande distribution.



La question devrait plutôt être : « De quelle manière des PMI/PME peuvent-elles faire le poids ? » C'est une problématique qui me tient personnellement à cœur. Pour vous résumer ma pensée : nous savons que la tendance en grande distribution est de réduire (hors leurs propres marques) le nombre de marques privées référencées dans les rayons. Or, bien évidemment, les majors (principalement des multinationales) occupent l'essentiel des rayonnages par leur puissance, leur publicité, leur capacité volumétrique, etc. Il est bien évident que, pour un produit identique, la PMI/PME ne peut lutter sur ce terrain. Mais elle peut lutter en reconstruisant une politique de développement humaine, fondée sur la relation de filières, le partenariat durable avec les producteurs, et cela pour une vraie politique qualitative et identitaire. Les multinationales ne seront jamais, par la dérive financière de leur stratégie actionnariale, adaptées à réaliser ce type d'engagement. Les PMI/PME doivent réagir et comprendre que, faute d'entraîner nos sociétés dans cette démarche, nous n'aurons plus de possibilités sur le marché de la grande distribution, ce qui mettra en péril notre développement (et l'emploi que nous générons !). En conclusion, seules les productions « identitaires » nous permettront de rester dans le marché. Sinon...

Quels projets a Bio-Équitable pour développer un commerce équitable Nord-Nord ? Nous avons été clairs dès la création de notre association Bio-Équitable : l'approche ne peut être qu'universelle. Avant d'aller balayer devant la porte des autres, on doit balayer devant la nôtre. Or, aujourd'hui, des filières entières sont fragilisées dans nos pays car la mondialisation, l'ouverture des frontières, l'élargissement de l'UE ignorent les réalités propres à nos économies. Par exemple, 800 000 agriculteurs ont disparu depuis 1984, et ce n'est pas terminé ! Cela a des conséquences graves sur le plan social, culturel, démographique, environnemental etc., et cela n'est jamais mesuré ni pris en compte. C'est pourquoi nous travaillons actuellement à la construction d'un référentiel adapté au problème d'échanges Nord-Nord, qui devrait voir le jour fin 2006 et s'inscrira dans la même logique que le Nord-Sud : faire évoluer les termes de l'échange et la durabilité de l'activité du producteur. Selon le contenu de la législation « Commerce équitable », qui ne devrait malheureusement s'adresser qu'au Nord-Sud, nous serons certainement appelés à l'identifier d'une manière différente, ce qui nous semble aberrant, car la problématique est universelle. PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO



# Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



Dans « l'affaire du corbeau », Pascal Clément, garde des Sceaux, s'emploie à détourner l'attention.

## LEÇON DE CIVISME

De plus en plus embrouillée, de plus en plus puante, l'affaire du corbeau de Clearstream continue de ravager la vie publique. Les derniers développements en date, alors qu'on n'ignore plus rien de ses dépositions devant les juges ni de la teneur de ses petits carnets pense-bêtes, mettent en scène *live* un vieux général fatigué, agissant manifestement sur ordre, en soldat, qui s'échine à laver de tout soupçon les deux têtes de l'exécutif qu'il a lui même précédemment placées sur la sellette ! L'ahurissante interview de Philippe Rondot au *Journal du dimanche* ressemble, révérence gardée, à la défense du premier truand venu qui revient sur des aveux à lui extorqués par la méchanceté et la malignité d'un juge d'instruction instruisant à charge : ma déposition, mesdames-messieurs, c'était rien que des menteries qu'on m'a obligé à signer en abusant de mon état de stress et de fatigue ; les notes saisies chez moi, de simples « *mémos pour garder un souvenir de discussions parfois décousues* », ne prouvent strictement rien, comme qui dirait de vagues brèves de comptoir, au zinc du café *Quai d'Orsay* ou à celui de l'Élysée, avec de vieux potes – DDV, PR –, en commentant les nouvelles des gazettes. D'ailleurs, puisque c'est comme ça, j'irai plus voir les juges, na ! Et si on m'y force, je ne leur dirai plus rien, non mais !

Leçon de civisme à l'usage des jeunes générations par un militaire de haut grade jouissant jusqu'ici d'une réputation sans tache. Il est vrai qu'en matière de civisme, il ne manque pas de concurrence.

Ce qui n'a, du reste, pas l'air d'émouvoir outre mesure un garde des Sceaux plus prompt à chercher des poux aux juges et à la presse, qui tentent de faire leur métier, qu'à rappeler un officier supérieur à ses devoirs de citoyen. Car comme il s'emploie bien, ce ministre de la Justice, à détourner l'attention ! Feu sur le juge Van Ruymbeke, en charge de l'affaire des frégates de Taïwan, coupable d'avoir

marché hors des clous ; feu sur les journalistes, les habituels galeux de toute affaire qui embarrasse le pouvoir (les « *chiens* », disait l'autre), sur qui plane désormais la menace de perquisitions ; feu sur les deux juges, d'Huy et Pons, soupçonnés d'avoir outrepassé leur saisine, laquelle ne porte que sur l'identité du corbeau, et qui pourraient être dessaisis, façon radicale d'enterrer l'affaire.

Quel bon serviteur de l'État, de la Justice, ce M. Clément !

## CORBEAU CORRÉZIEN

Au fait, d'où vient l'usage qui donne aux délateurs ce nom de « *corbeaux* » ? Un éminent linguiste, Jean Véronis, s'est penché sur la question dans son blog, où je vous recommande vivement une petite visite (1). Érudition et humour, c'est délectable.

Vous y apprendrez notamment qu'à l'origine l'oiseau était blanc. Source : Ovide (*Métamorphoses*). « *Jadis, en effet, cet oiseau avait l'éclat de l'argent et des plumes de neige, au point qu'il rivalisait avec toutes les colombes immaculées et ne le cédait ni aux oies ni au cygne. Sa langue le perdit ; sa langue bavarde aidant, celui qui était blanc est maintenant de la couleur opposée au blanc.* » Et c'est à Apollon qu'il doit cet avatar, pour lui avoir rapporté qu'il était cocu ; ce que le dieu prit très mal (comme quoi, dès l'Antiquité, il n'a jamais fait bon être le messager des mauvaises nouvelles...). Au fil des siècles, le corbeau est certes synonyme d'oiseau de malheur, pas de délateur masqué. En fait, il faut attendre le célèbre film de Clouzot pour qu'il prenne ce sens. Le fait divers retentissant qui inspira le cinéaste avait eu pour théâtre la ville de Tulle, inondée pendant des mois de lettres anonymes semeuses de zizanie. À l'époque, on ne parlait toujours pas de « *corbeau* » (d'autant que le délateur signalait : « *L'œil*

*du tigre* »...). Mais c'est lors du procès qui conclut l'affaire, et dans un compte rendu d'audience du quotidien *Le Matin*, que le terme est apparu : on y décrivait le coupable – une femme, en l'occurrence – comme une veuve hystérique, tout de noir vêtue, comme un « *corbeau* », « *un oiseau funèbre qui a replié ses ailes* ». C'est cet article, cité dans un livre consacré à l'affaire (2), qui aurait inspiré Clouzot, imposant du même coup l'usage du mot.

Jean Véronis ne manque pas – bon sang, mais c'est bien sûr ! – de souligner cette évidence : « *Le corbeau était corrézien !* »

## TRISTE SIRE

L'affaire, donc, suit son cours. Avec ses développements judiciaires (bientôt entravés ?) et politiques (corrosifs). Bien sûr qu'exiger la démission de Villepin est la moindre des choses. Que penserait-on du directeur général d'une entreprise – tiens, au hasard, un journal – qui, à force de vaines agitations, de laxisme, d'erreurs en tous genres, aurait perdu la confiance de ses actionnaires et de son personnel, sans parler de ses clients, jusqu'à tangenter la faillite ? Que, s'il ne démissionne pas, c'est un triste sire. Mais si ce pauvre personnage a au-dessus de lui un patron et que ce dernier, aux abonnés absents, n'exige pas cette démission, que penser de ce patron ? Dans le monde de l'industrie, quand viendra le dépôt de bilan, il aura vite des problèmes avec le tribunal de commerce. En politique, le patron ne risque rien, il est irresponsable, il s'en tire avec des « *pschitt !* », des « *abracadabrantiques !* ». C'est dire qu'en se refusant à cibler Chirac lui-même, au prétexte de respecter les échéances normales, le PS – à l'exception de quelques députés plus courageux que leurs chefs – nous paraît très en deçà de la main. Une motion de censure, pour quoi faire ? Elle permettra certes à Bayrou



de se démarquer encore un peu plus de cette majorité perdue d'honneur, et après ? L'UMP n'aura même pas à se prononcer, et Villepin pourra toujours se targuer d'avoir le nombre pour lui. Nous continuerons à vivre dans un régime où, à en croire tel cacique du sérail, « *Sarko tient Villepin mais pas Chirac, Villepin tient Chirac mais pas Sarko ; et Chirac tient les deux* ». Et où les deux compères de la droite dite nationale attendent avec gourmandise que l'orage éclate.

## LE MAUVAIS ŒIL

« *L'inconvénient d'une mauvaise situation, c'est qu'elle peut toujours s'aggraver* », zozotait jadis Edgar Faure.

C'est Marie-France Garaud qui rappelait dimanche à « *Ripostes* » cet aphorisme de l'ancien président du Conseil, qui en distillait à l'envi (on sait que, quand on lui reprochait d'être une girouette, il répondait : « *Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent !* »). On entend beaucoup Mme Garaud ces temps-ci, elle sort un bouquin. Elle ne ménage guère Chirac, qui fut pourtant son disciple bien aimé dans la pouponnière du pompidolisme. On a noté qu'elle récuse fermement (au titre de sa bonne éducation) avoir dit un jour de l'actuel Président : « *On croyait qu'il était du marbre dont on fait les cheminées ; il n'était que de la faïence dont on fait les bidets* ». Soit. On ne prête qu'aux riches. Mais si c'est moins rigolo, ce n'est pas moins saignant de dire d'un chef d'État en exercice qu'il a « *beaucoup de qualités, mais il lui manque le jugement* ». Mme Garaud a toujours la dent aussi dure et le chignon sévère. Elle ne dit pas que des bêtises : quand elle juge, par exemple, que la pratique de la cohabitation, inaugurée sous Mitterrand, fut une « *plaie*

*mortelle* » pour la V<sup>e</sup> République ; ou encore que l'élection de 2002 « *n'a pas légitimé le Président, il n'y a pas eu d'adhésion à sa personne* ». Pour l'ancienne conseillère, point n'est besoin pour autant de changer de constitution (d'ailleurs, les constitutions paires – 2, 4, 6 – ont le mauvais œil, ironise-t-elle), il suffirait de revenir à une pratique saine, c'est-à-dire gaullienne, de celle en vigueur : un président qui gouverne en monarque républicain, mais qui se démet sans barguigner dès que le peuple le désavoue. « *C'est la qualité des hommes qui fait la différence*. » Certes. Mais nous sommes à l'époque des hommes de peu de qualités ; juste de grands appétits. Il faut donc changer de constitution, si l'on tient à la démocratie. Et tant pis pour le mauvais œil.

## LECTURES

En attendant, voyons ce que le facteur nous apporte.

– **Sur la justice** : après l'affaire d'Outreau, et bien d'autres dysfonctionnements, les propositions de réforme d'un ancien juge d'instruction, qui défend bec et ongles la fonction contre ceux qui en demandent la suppression. Pour Éric Halphen (de l'école Van Ruymbeke, mais sur ce point en désaccord avec lui), « *le juge d'instruction n'est que le maillon le plus fort, le plus visible d'une chaîne* », et il est trop commode d'en faire un bouc émissaire. « *Arriver à la disparition du juge d'instruction signifierait la fin de l'harmonie de notre procédure, de la réelle indépendance de notre justice, et donc de la justesse de notre démocratie*. » Halphen propose donc, en 44 points concrets, des améliorations du système. Intéressant (3).

– **Sur la famille** : faisons grâce à Évelyne Sullerot de maîtriser son sujet quand elle écrit sur la famille, à l'orée du siècle. Cette sociologue réputée a consacré toute sa vie à son sujet et fut aussi une actrice de la condition féminine et de la politique familiale (cofondatrice, notamment, du Planning familial). Aussi est-elle qualifiée pour analyser « *les trois révolutions qui ont bouleversé la famille* » dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle : révolution contraceptive, révolution sexuelle, révolution génétique. Comment gérer ces bouleversements, tant au plan personnel qu'au niveau social et politique ? Comment concilier les libertés individuelles, l'évolution des mœurs, sur lesquelles on ne reviendra pas, et les intérêts collectifs ? Comment, surtout peut-être, prendre en compte les intérêts de l'enfant quand un couple sur deux se défait au fil des ans ? Argumenté (4).

Et félicitations, pour finir, à Jean-Yves Le Drian, président socialiste de Bretagne et député du Morbihan, qui a choisi, comme Claude Evvin, de ne pas se représenter aux législatives, par respect du non-cumul des mandats. Lui aussi laisse sa place à une femme.

Au suivant !

B. L.

(1) [www.up.univ-mrs.fr/veronis](http://www.up.univ-mrs.fr/veronis), « *Le tigre et le corbeau* » (14 mai 2006).  
(2) De l'historien Jean-Yves Le Naour : *le Corbeau, histoire vraie d'une rumeur*.  
(3) *Le Bal des outrés*, Éric Halphen, Privé, 231 p., 18 euros.  
(4) *Pilule, Sexe, ADN, trois révolutions qui ont bouleversé la famille*, Évelyne Sullerot, Fayard, 326 p., 20 euros.  
[pol-bl-bn@wanadoo.fr](mailto:pol-bl-bn@wanadoo.fr)

**Manière de voir 85**  
LE MONDE diplomatique  
Jusqu'où ira la Chine?

**Manière de voir 86**  
LE MONDE diplomatique  
Le Maghreb colonial

**Manière de voir 87**  
LE MONDE diplomatique  
Vies et mort du tiers-monde

... Et aussi

- Une mise en pages renouvelée
- Des chronologies, des repères, des biographies
- Des cartes et des graphiques commentés
- Des documents indispensables pour les étudiants et pour les enseignants

**Nouvelle formule**

- Un dossier complet sur un thème géopolitique, social, économique, culturel, écologique...
- Des articles sur l'histoire, tirés des archives du *Monde diplomatique*
- Des regards croisés d'universitaires, d'acteurs sociaux et de journalistes, français et étrangers...

**VIENT DE PARAÎTRE**



# Foire<sup>25<sup>e</sup></sup> éco-biologique d'Alsace

Rouffach

Tél. 03 89 78 53 15

Fax 03 89 49 73 78

[www.ecobiorouffach.org](http://www.ecobiorouffach.org)

## du 25 au 29 mai

Ascension

## 2006

*Sobriété et  
développement*

